

Annexe À La Police Numéro : 14-433-2-0000**ASSURANCE LOCATAIRE****GUIDE POUR VOTRE POLICE**

Ce formulaire consiste en deux (2) sections:

La SECTION I décrit l'assurance de vos biens. Elle inclut également les frais supplémentaires de subsistances dans certaines circonstances.

La SECTION II décrit l'assurance de votre responsabilité civile pour des dommages corporels aux tiers ou des dommages matériels aux tiers survenant hors de votre propriété ou de vos actes personnels. Elle inclut également une protection pour des dommages corporels ou matériels aux tiers dans certaines circonstances.

IMPORTANT: CETTE POLICE CONTIENT DIVERSES EXCLUSIONS, LIMITATIONS ET CONDITIONS QUI PEUVENT ÉLIMINER, RESTREINDRE OU LIMITER DES COUVERTURES. ELLES ONT ÉTÉ CLAIREMENT IDENTIFIÉES DANS CE FORMULAIRE. ASSUREZ-VOUS DE LES LIRE ATTENTIVEMENT.

Ce formulaire d'assurance est écrit en langage simple pour que vous soyez en mesure de comprendre aisément les protections que vous avez achetées. Toutefois, en cas d'ambiguïté la version anglaise prévaut sur la version française.

OBJET DU CONTRAT

Nous fournissons l'assurance tel que décrite dans cette police en échange du paiement de la prime, et la couverture est sujette aux termes et conditions qui suivent.

Cette assurance ne peut en aucun cas être une source de profit. Elle est conçue pour vous indemniser contre des pertes ou dépenses que vous auriez à supporter suite à un sinistre ou pour lesquelles vous pourriez être tenu légalement responsable.

Tous les montants d'assurance, primes et autres montants mentionnés dans cette police sont en dollars canadiens et les paiements faits sous cette police sont en dollars canadiens.

SECTION I – ASSURANCE DE VOS BIENS**DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS CETTE SECTION**

Certains mots et phrases utilisés dans cette police ont une signification spéciale et sont donc définis plus bas.

Activité professionnelle, toute activité rémunérée exercée de manière continue ou régulière, notamment un commerce, un métier ou une profession libérale et l'entreposage de marchandise y étant reliée.

Appareil à eau, tout appareil ou dispositif ménager à usage personnel sur les lieux assurés qui sert à contenir, chauffer, refroidir ou servir de l'eau.

Assuré : La ou les personnes identifiées sur le certificat d'assurance et, lorsqu'ils vivent sous le même toit :

- son conjoint
- les membres de sa famille et les membres de la famille de son conjoint, et
- toute personne âgée de moins de 21 ans sous sa garde ou sous celle des autres personnes ci- dessus.

On entend par conjoint:

- deux personnes, qu'elles soient de sexe opposé ou non, qui sont mariées ou qui ont contracté un mariage nul ou annulable
- deux personnes, qu'elles soient de sexe opposé ou non, qui vivent ensemble dans une union conjugale hors du mariage et ont donc vécu de façon continue pendant une période de trois (3) ans ou, s'ils
- sont les parents naturels ou adoptifs d'un enfant depuis au moins un (1) an.
- Est également assuré tout élève ou étudiant à la charge de l'Assuré désigné ou de son conjoint, qui est inscrit dans un établissement d'enseignement et y poursuit effectivement des études, même s'il réside temporairement hors de l'habitation principale désignée sur le certificat d'assurance.

Seule la ou les personnes désignées sur le certificat d'assurance peuvent agir en justice contre nous.

Autorités civiles, toute autorité telle que définie dans quelques lois ou règlements. Outre les personnes agissant sous l'autorité du gouverneur général en conseil du Canada ou du lieutenant- gouverneur en conseil d'une province, celles qui tirent leur autorité de lois fédérales, provinciales ou territoriales relatives à la protection des personnes ou des biens en situation d'urgence.

Carte de paiement ou argent plastique, toute carte entreposant de l'argent électronique et utilisée comme méthode de paiement et qui, lors d'une transaction, ne requière pas de numéro d'identification personnel (NIP), signature ou autre forme d'autorisation.

Certificat d'assurance, décrit les détails de vos couvertures d'assurance et constitue la preuve des protections que vous avez achetées.

Champignons, non seulement toutes les formes supérieures ou inférieure de champignons, notamment les moisissures et les levures, qu'ils soient ou non allergènes, pathogènes ou toxigènes, mais aussi les substances, vapeurs ou gaz de toute nature produits ou libérés par les champignons ou les spores, ainsi que les toxines, allergènes ou agents pathogènes qui découlent de ces substances, vapeurs ou gaz.

Collection signifie un groupe d'objets associés et du même type.

Donnée, toute forme de représentation d'informations ou de notions.

Drain de surface, signifie un tuyau faisant partie du système de distribution qui transporte de l'eau potable mais pas les eaux usées.

Eau souterraine, l'eau dans le sol sous la surface du sol, y compris, mais sans s'y limiter, l'eau des puits et des cours d'eau souterrains, et les eaux de percolation.

Eaux de surface, les eaux à la surface du sol qui ne s'accumulent habituellement pas dans les cours ou étendues d'eau ordinaires.

En construction, désigne tout travail entraînant une amélioration, une extension ou un ajout à l'habitation ou lorsque le travail implique le percement d'un mur extérieur ou un toit pendant plus de 24 heures consécutives.

Habitation ou Unité, le logement loué désigné sur le certificat d'assurance et occupé en tout ou en partie par vous comme résidence privée.

Installations sanitaires, les conduits d'alimentation en eau, de distribution et d'évacuation d'eau sur les lieux assurés, incluant les appareils et le matériel qui y sont reliés, entre leurs points de raccordement à un réseau public ou privé.

Lieux assurés, l'habitation ou l'unité, incluant les garages, dépendances et les accès privés uniquement destinés à votre usage et occupation. Lieux assurés signifie également l'endroit où un étudiant assuré par cette police réside lorsqu'il vit temporairement hors de l'habitation ou de l'unité pour poursuivre ses études dans une école, un collège, une université ou toute autre institution scolaire.

Nous, la compagnie fournissant cette assurance.

Période de police, le terme de la durée de la police, commençant à la date effective de la police et se terminant à la date de fin de la police tel qu'indiqué sur le certificat d'assurance.

Polluant, tout irritant ou contaminant solide, liquide, gazeux ou thermique y compris la fumée, la vapeur, la suie, les émanations, les acides, les alcalis, les produits chimiques, les pesticides, les herbicides, les déchets (matériaux à recycler, remis à neuf ou régénérés), qu'il s'agisse de méfaits émanant de l'agriculture, d'opérations industrielles ou de toute autre source.

Problème de données:

- L'effacement, la destruction, la corruption, le détournement ou l'interprétation erronée des données ;
- Toute erreur dans la création, la modification, la saisie, la suppression ou l'utilisation des données ;
- L'incapacité de recevoir, de transmettre ou d'utiliser les données.

Réservoir ou étang de rétention, un bassin dans lequel un afflux soudain d'eaux de surface ou de ruissellement des eaux souterraines sont contenues temporairement avant d'être libérées progressivement dans le système de drainage.

Risque assuré, tout événement entraînant des pertes ou dommages et qui n'est pas spécifiquement exclu de cette police.

Secousses sismiques, incluant les tremblements de terre, les glissements de terrain, les avalanches, les éruptions volcaniques et autres mouvements de sol et raz de marée se produisant au même moment que, et résultant directement de séismes qui se produisent dans les 72 heures consécutives au cours de la période d'assurance.

Spores, les corpuscules reproducteurs ou fragments microscopiques produits ou libérés par les champignons.

Terrorisme, tout acte ou toute série d'actes illégaux motivés par des considérations idéologiques, notamment le recours à la violence, à la force ou à la menace de violence ou de force, commis par ou pour un groupe, une organisation ou un gouvernement dans le but d'influencer tout gouvernement, de semer la peur au sein de la population ou d'une partie de la population, ou les deux à la fois.

Vacant, toutes circonstances où, que des biens meubles s'y trouvent ou non:

- tous les occupants sont partis définitivement et aucun nouvel occupant n'a encore emménagé ; ou
- dans le cas d'une habitation, unité ou logement nouvellement construit, aucun occupant n'a encore emménagé.

Vous, l'assuré.

GARANTIES

Les montants d'assurance sont indiqués sur le certificat d'assurance.

GARANTIE A – BIENS MEUBLES

BIENS MEUBLES SUR LES LIEUX ASSURÉS

Nous assurons le contenu de votre logement et d'autres biens personnels que vous possédez, portez ou utilisez dans vos locaux et qui sont habituels à la location ou à l'entretien d'un logement. Si vous n'êtes pas le propriétaire du logement, nous assurons aussi les améliorations faites au logement par vous, ou acquises à vos frais, mais uniquement dans la partie que vous occupez en tant que résidence privée. Si vous le souhaitez, nous incluons les biens personnels appartenant à autrui pendant qu'ils se trouvent sur les lieux assurés que vous occupez, mais nous n'assurons pas les biens de chambreurs ou de pensionnaires qui ne sont pas des membres de votre famille.

BIENS MEUBLES TEMPORAIREMENT HORS DES LIEUX ASSURÉS

Nous assurons vos biens personnels lorsqu'ils se trouvent hors des lieux assurés, partout dans le monde pour un maximum de 10% du montant d'assurance sur vos biens personnels. Toutefois, les biens personnels normalement maintenus à tout autre endroit que vous possédez ou louez ne sont pas assurés. Les biens personnels entreposés dans un entrepôt ne sont assurés que pour trente (30) jours sauf en ce qui concerne les pertes causées par le vol. Pour étendre la couverture des biens entreposés sur une plus grande période, nous devons en être avisés par écrit et ajouter un avenant si nécessaire. Si vous le désirez, nous incluons les biens personnels appartenant à autrui lorsqu'ils sont en votre possession. Nous assurons les biens personnels d'un étudiant assuré par cette police qui vit temporairement hors des lieux pour poursuivre ses études dans une école, un collège, une université ou toute autre institution scolaire.

Nous n'assurons pas les pertes ou dommages causés aux:

- véhicules motorisés ou à leurs équipements (sauf pour les motomarines, tondeuses à gazon, autres appareils de jardinage, souffleuses à neige, fauteuils roulants ou aux scooters ayant plus de deux roues et spécialement conçus pour le transport d'une personne ayant un handicap physique)
- roulottes ou unités de camping, boîtes amovibles, remorques ou à leurs équipements
- avions ou à leurs équipements
- voiturettes de golf motorisées lorsqu'elles sont utilisées sur un terrain de golf ou à tout autre endroit pour leur réparation ou entreposage où que ce soit dans le monde
- arbres extérieurs, arbustes, plantes, pelouses ou aux articles cultivés à des fins commerciales, à moins que la perte ou le dommage soit causé par un incendie, une explosion, de la fumée ou un dégât d'eau.

Les équipements incluent les appareils de transmission sonore ou visuelle ainsi que les appareils d'enregistrement alimentés par le système électrique d'un véhicule à moteur ou d'un aéronef. Ne sont pas inclus les pièces détachées d'automobile.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES

Nous assurons:

- les livres, les outils, les instruments, les ordinateurs et les logiciels se rapportant à des activités professionnelles jusqu'à 2 000\$ au total, étant précisé que ces biens sont couverts uniquement pendant qu'ils se trouvent sur les lieux assurés. Sont exclus tous les autres biens se rapportant à des activités professionnelles, y compris les échantillons et les marchandises destinées à la vente
- les espèces, les porte-monnaie électroniques et les métaux précieux en lingot: 200\$ au total
- les bateaux, leur mobilier, équipement, accessoires et moteurs jusqu'à 1000\$ au total. Ces articles ne sont assurés que pour les risques spécifiés, le vol et les tentatives de vol
- les tracteurs de jardin et leurs accessoires, incluant les articles de déneigement jusqu'à 1000\$ au total
- les pièces de rechange de véhicule automobile jusqu'à 500\$ au total
- les animaux, oiseaux et poissons jusqu'à 500\$ au total

En ce qui concerne les articles ou collections ci-après, les sommes respectivement stipulées constituent le maximum que nous paierons en cas de vol:

- les cartes de collection (tels les carte représentant des personnalités sportives), les biens se rapportant à la numismatique (notamment les collections de pièces de monnaie ou de billets de banque), les manuscrits, les timbres et les collections de timbres jusqu'à 500\$ au total
- les bijoux, les montres, les pierres précieuses et les vêtements de fourrure ou garnis de fourrure : 1 000\$ au total
- les bicyclettes, leur équipement et leurs accessoires: 250\$ au total
- les biens personnels utilisés par un étudiant couvert par cette police et vivant temporairement hors des lieux assurés: 1 500\$ au total

GARANTIE B – FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE SUBSISTANCE

Le montant d'assurance pour la garantie B couvre jusqu'à 20% du montant d'assurance indiqué sur votre certificat d'assurance.

Les périodes de temps indiquées plus bas sont sans égard à l'expiration de votre assurance.

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE SUBSISTANCE

Nous couvrons les frais de subsistance que vous devez engager en plus de vos frais ordinaires pour maintenir votre niveau de vie habituel, y compris vos frais de déménagement, si votre habitation est rendue inhabitable à cause d'un sinistre couvert ou de réparations nécessitées par un sinistre couvert. Nous vous indemniserons pendant le temps nécessaire à la remise en état – dans des délais raisonnables – des lieux sinistrés ou, le cas échéant, pour votre relogement, avec les personnes vivant sous votre toit, dans une nouvelle habitation permanente, sans égard à l'expiration de votre assurance.

INTERDICTION D'ACCÈS À VOTRE HABITATION

Si les autorités civiles interdisent l'accès à votre habitation :

- (a) directement en raison de dommages causés à des lieux avoisinants par un risqué assuré par cette police, nous couvrons les frais de subsistance supplémentaires pour une période n'excédant pas deux (2) semaines ; ou
- (b) par ordre d'évacuation directement causé par un événement soudain et accidentel au Canada ou aux États-Unis d'Amérique, nous couvrons les frais supplémentaires nécessaires et raisonnables encourus par vous pour le temps de l'évacuation, sans excéder deux (2) semaines.

Vous n'êtes pas assurés pour les réclamations résultant de l'évacuation causée par:

- l'inondation, les marées, les raz de marée ou la rupture de ou le débordement d'un plan d'eau qu'il soit naturel ou artificiel
- les tremblements de terre
- la guerre, l'invasion, tout acte d'un ennemi étranger, hostilités, guerre civile, rébellion, révolution, insurrection ou le pouvoir militaire
- le terrorisme
- un accident nucléaire au sens de toute loi sur la responsabilité nucléaire ou d'une explosion nucléaire, sauf en cas de perte ou de dommage découlant directement de l'incendie, la foudre ou une explosion de gaz naturel, de charbon ou manufacturé
- la contamination par du matériel nucléaire Nous n'assurons pas la résiliation d'un bail ou de toute autre entente.

EXTENSIONS DE GARANTIE

DOMMAGE À L'HABITATION

Vous pouvez affecter jusqu'à 500\$ du montant de garantie des biens meubles à l'assurance des dommages (sauf d'incendie) causés directement :

- par le vol ou la tentative de vol à la partie de l'habitation que vous occupez à titre de résidence privée ;
- par le vandalisme ou les actes malveillants à l'intérieur de la partie de l'habitation que vous occupez ;
- par le choc d'un véhicule conduit par vous à la partie de l'habitation que vous occupez.

FRAIS DE DÉBLAIS

Nous paierons le coût de l'enlèvement des débris des lieux assurés qui résulte d'une perte ou d'un dommage couvert par le présent formulaire. Si le montant de la perte, y compris les frais d'enlèvement des débris, est supérieur au montant de l'assurance indiqué sur le certificat d'assurance, un supplément de 5% de ce montant sera disponible pour couvrir les frais d'enlèvement des débris.

ENLÈVEMENT DES BIENS

Nous couvrons, pendant trente (30) jours ou jusqu'à la fin de votre contrat si elle survient dans l'intervalle, les biens assurés transportés à d'autres situations par mesure de précaution contre des dommages couverts. Le montant de garantie sera réparti en fonction de la valeur de biens à chaque situation au moment de la perte.

DÉMÉNAGEMENT

Nous assurons vos biens personnels pendant le transport vers et à un autre endroit en Ontario qui doit être occupé par vous comme résidence principale. La garantie s'applique pendant trente (30) jours consécutifs à compter du jour où vos biens sont retirés de la résidence principale, mais pas au-delà de la date à laquelle la police est expirée ou résiliée. Cette garantie n'augmente pas les montants d'assurance.

FRAIS DE SERVICE D'INCENDIE

Nous paierons jusqu'à 1 000\$ pour les frais de services d'incendie dont vous êtes civilement responsable, si les pompiers sont appelés sur les lieux assurés pour protéger les biens assurés contre des dommages ou l'aggravation de dommages couverts au contrat. Aucune franchise ne s'applique à la présente garantie.

CHANGEMENT DE TEMPÉRATURE

Nous assurons vos biens personnels endommagés par le changement de température résultant de dommages matériels à votre habitation ou vos équipements par un risque assuré. Cela s'applique uniquement aux biens personnels conservés dans le logement.

ALIMENTS CONGELÉS

Nous paierons jusqu'à 1 000\$ pour la perte ou les dommages aux aliments contenu dans un congélateur situé dans vos locaux causés par la coupure accidentelle de l'alimentation électrique sur les lieux assurés ou non ou par bris mécanique du congélateur. Cette couverture comprend les dommages au congélateur

lorsqu'ils sont dus à la détérioration des aliments et les frais raisonnables encourus par vous pour sauver et préserver les aliments de la détérioration pendant que votre congélateur est en réparation.

Nous ne couvrons pas:

- la perte due à la détérioration causée par le mal fonctionnement d'un disjoncteur électrique ou d'un fusible ou par un débranchement accidentel ou intentionnel de l'alimentation électrique de l'immeuble abritant le congélateur
- les dépenses engagées pour l'acquisition d'aliments congelés. Aucune franchise ne s'applique à la présente garantie.

REEMPLACEMENT DES SERRURES

Nous paierons jusqu'à 300\$ pour remplacer ou recoder, à notre gré, les serrures de votre résidence principale si vos clés sont volées, à condition que le vol soit signalé à la police ou un organisme d'application de la loi ayant compétence à l'endroit du vol dans les soixante-douze (72) heures suivant la découverte de la perte. Aucune franchise ne s'applique à la présente garantie.

RÉCOMPENSE

Nous paierons 1 000\$ aux personnes dont les renseignements mèneront directement à la condamnation des auteurs d'un vol avec violences sur une personne assurée au contrat ou d'un vol, avec ou sans effraction, des biens assurés, de vandalisme sur ceux-ci ou d'un incendie criminel. Ce montant représente le maximum payable, quel que soit le nombre de personnes fournissant les renseignements. Aucune franchise ne s'applique à la présente garantie.

CARTE DE CRÉDIT OU DÉBIT, CONTREFAÇON ET FAUX BILLETS DE BANQUE

Nous couvrons:

- votre obligation légale en vertu du droit canadien en raison de l'utilisation non autorisée par une personne autre que l'assuré de cartes de crédit émises ou enregistrées à votre nom, à condition que vous ayez respecté toutes les conditions dans lesquelles la carte a été émise. Nous paierons pour votre obligation découlant de l'utilisation d'une carte par une autre personne vivant dans votre foyer ou toute personne chargée de la carte.
- la perte causée par le vol de carte de guichet ou de débit automatisé émise ou enregistrée à
- votre nom à condition d'avoir satisfait à toutes les conditions dans lesquelles la carte a été délivrée. Nous payerons pour votre obligation découlant de l'utilisation d'une carte par une autre personne vivant dans votre foyer ou toute personne chargée de la carte.
- la perte cause par la falsification ou l'altération de chèques, traites ou autres effets négociables et
- à concurrence de 100\$ par transaction, la perte résultant de votre acceptation, en toute bonne foi, de faux billets de banque canadiens ou américains.

Le maximum que nous paierons en vertu de cette garantie est 1 000\$ par période de police. Aucune franchise ne s'applique à la présente garantie.

RISQUES ASSURÉS

Nous couvrons tous les risques pouvant directement atteindre les biens assurés, sous réserves des exclusions et conditions de ce formulaire.

AVIS AUX AUTORITÉS

En cas de perte ou de dommage qui survient, ou semble survenir, en raison de la malveillance, de cambriolage, de vol ou de tentative de vol, vous devez en aviser sans délai la police ou autre organisme d'application de la loi ayant compétence.

EXCLUSIONS – SECTION I

BIENS QUI NE SONT PAS ASSURÉS:

- les biens meubles se trouvant à des foires, des expositions ou des salons à des fins d'exposition
- les biens illégalement acquis, détenus, entreposés, transportés ou susceptibles d'être confisqués
- les pelouses, arbres en plein air, arbustes ou plantes.

PERTES OU DOMMAGES QUI NE SONT PAS ASSURÉS:

- les équipements de sport lorsque la perte ou le dommage est du à leur utilisation
- les animaux, oiseaux ou poissons à moins que la perte ou le dommage ne soit causé par un Risque spécifié autre que l'impact par un aéronef ou un véhicule terrestre
- les biens légalement saisis ou confisqués, sauf en cas de destruction pour circonscrire un incendie
- les rayures, l'abrasion ou l'écaillage des biens personnels ou le bris d'articles fragiles ou cassants, sauf si la perte ou le dommage est cause par un Risque spécifié, un accident de véhicule terrestre, d'un bateau ou d'un aéronef, ou un vol ou une tentative de vol
- les dommages causés directement aux biens par l'usure normale, la rouille, la corrosion, les défauts, les pannes mécaniques ou la détérioration graduelle
- les coûts de réparation de biens défectueux
- les dommages causés par le tassement, l'expansion, la contraction, l'affaissement, le mouvement, le glissement, le renflement, le gondolage ou la fissuration ;
- Nous ne couvrons pas la perte ou les dommages:
- aux radios extérieurs et aux antennes de télévision (y compris les récepteurs satellites) et leurs pièces causés par une tempête de vent ou de grêle, le poids de la glace, la neige ou le verglas ou l'effondrement
- survenant après que la portion du bâtiment que vous occupé ait, à votre connaissance, été vacant pour plus de trente (30) jours consécutifs
- causés par les conséquences d'un accident nucléaire au sens de toute loi sur la responsabilité nucléaire ou d'une explosion nucléaire, sauf en cas de perte ou de dommage résultant directement de l'incendie, la foudre ou d'une explosion de gaz naturel, de charbon ou manufacturé.
- les conséquences de la contamination imputable à toute substance radioactive ;

- les conséquences de la guerre civile ou étrangère, de l'invasion, des actes d'ennemis étrangers, des hostilités (déclarées ou non), de la rébellion, de la révolution, de l'insurrection ou du pouvoir militaire
- causés directement ou indirectement, en tout ou en partie, par le terrorisme ou par toute activité ou décision d'un organisme d'État ou d'une autre entité afin de prévenir le terrorisme, d'y répondre ou d'y mettre fin, indépendamment de toute autre cause ou événement qui contribue concurremment ou dans toute séquence à la perte ou au dommage
- les conséquences d'actes ou d'omissions intentionnelles ou criminels ayant une personne assurée par le présent contrat pour auteur ou instigateur. Cette exclusions ne s'applique toutefois pas à tout autre assuré qui n'a pas commis et n'est pas impliqué dans l'acte intentionnel ou criminel
- causés aux biens au cours d'une opération effectuée sur eux, notamment les travaux entraînant l'application de la chaleur. Demeurent toutefois couverts les dommages causés par un risque couvert à d'autres biens assurés par voie de conséquence.
- causés par l'eau à moins que la perte ou le dommage résulte de:
 - l'évacuation soudaine et accidentelle d'eau à partir d'une conduite d'eau
 - la fuite soudaine et accidentelle d'eau ou de vapeur à partir d'un système de plomberie, de chauffage, d'extincteurs ou d'air climatisé ou d'un récipient d'eau domestique, qui est situé à l'intérieur de votre logement
 - le refoulement ou l'évacuation de l'eau d'un réservoir d'égout, puisard ou fosse septique
 - la fuite soudaine et accidentelle de l'eau d'un réservoir d'eau domestique situé à l'extérieur de votre logement, mais ce dommage n'est pas couvert lorsque la fuite d'eau est causée par le gel ; ou
 - l'eau qui pénètre dans votre logement par une ouverture soudainement et accidentellement créée par un Risque

Spécifié autre que le Dommage par l'eau mais nous n'assurons pas la perte ou le dommage:

- causé par le gel pendant la saison habituelle de chauffage ;
 - dans une partie chauffée de votre logement si vous avez été absent pendant plus de quatre (4) jours consécutifs, mais vous serez toujours assurés si vous avez pris l'une des précautions suivantes :
 - o vous avez demandé à une personne compétente de pénétrer dans votre bâtiment chaque jour pour s'assurer que le chauffage fonctionne ; ou
 - o vous avez coupé l'eau et vidangé tous les tuyaux, installations et appareils.
 - dans une partie non chauffée de votre logement :
 - o causé par des infiltrations ou des fuites d'eau continues ou répétées
 - o causé par les eaux souterraines ou la hausse de la nappe phréatique
 - o causé par les eaux de surface, à moins que l'eau s'échappe d'une conduite d'eau ou d'un réservoir d'eau domestique situé à l'extérieur de votre habitation
 - o causé par l'accumulation de glace du littoral ou par tous objets transportés par l'eau, que ce soit ou non sous l'effet du vent
 - o à une conduite d'eau
 - o à un système ou un réservoir d'eaux domestiques à partir duquel l'eau s'est échappée survenant pendant que le bâtiment est en cours de construction ou vacant, même si nous avons donné la permission pour la construction ou la vacance
 - o causé par l'inondation, les eaux de surface, les vagues, la marée, les raz de marée ou la hausse, l'échappement ou le débordement de toutes étendues d'eau, qu'elles soient naturelles ou construites par l'homme.
- causé par les oiseaux, la vermine, les rats- laveur, des rongeurs ou des insectes

- causé par la fumée des opérations agricoles ou industrielles
- causé par les avalanches, tremblements de terre, glissements de terrain ou tout autre mouvement du sol. Si l'un de ces risques
- résulte toutefois en un incendie ou une explosion, nous ne paierons que pour la perte ou le dommage en résultant.
- de la partie du logement loué à des tiers, causés par le vol ou la tentative de vol par un locataire, un employé du locataire ou un membre de la famille du locataire
- causé par le vandalisme ou les actes malveillants ou le bris des glaces survenant pendant que votre bâtiment est en cours de construction ou vacant même si la construction ou la vacance a été autorisée par nous
- causé par le vol ou la tentative de vol de biens se trouvant dans une habitation en cours de construction ou de matériaux et fournitures destinés à la construction, tant que l'habitation n'est pas terminée et prête à occuper
- causé par la rouille ou la corrosion, la pourriture sèche ou humide, ou par des champignons ou des spores
- résultant d'un déversement, de la libération ou la dispersion du mazout
- résultant d'un changement de propriété d'un bien qui est convenu, même si ce changement a été provoqué par la ruse ou la fraude
- la disparition mystérieuse ou la pénurie des biens personnels
- résultant d'un vol sans marque d'effraction
- aux données
- causé directement ou indirectement par un problème de données. Toutefois, si les pertes ou dommages causés par le problème de données entraînent des pertes ou dommages supplémentaires aux biens assurés et directement causés par un incendie, une explosion, la fumée, un dégât des eaux, tous mentionnés comme Risques Spécifiés, la présente exclusion ne s'applique pas à de telles pertes ou dommages supplémentaires.

RISQUES SPÉCIFIÉS

Étant sujets aux exclusions et conditions de cette police, on entend par Risques Spécifiés:

1. L'incendie
2. La foudre
3. Les explosions
4. La fumée résultant d'une opération soudaine, inhabituelle ou défectueuse d'un quelconque appareil de chauffage ou de cuisson dans ou sur les lieux assurés
5. Le choc d'objet tombant sur l'extérieur d'un bâtiment
6. Le choc d'aéronefs ou de véhicules terrestres
7. Les émeutes
8. Le vandalisme ou les actes malveillants, étant exclus les pertes ou dommages causés par le vol ou la tentative de vol
9. Les dégâts d'eau, par lesquels nous entendons :
 - (a) la fuite soudaine et accidentelle d'une conduite d'eau
 - (b) la fuite soudaine et accidentelle d'eau ou de vapeur d'un système de plomberie, de chauffage, d'extincteur automatique ou d'air conditionné ou d'un récipient d'eau domestique, qui est situé à l'intérieur de votre logement
 - (c) la fuite soudaine et accidentelle de l'eau d'un réservoir d'eau domestique situé à l'extérieur de votre habitation. Cependant, de tels dommages ne sont pas couverts lorsque la fuite d'eau est causée par le gel

(d) l'eau qui pénètre dans votre logement par une ouverture qui a été créée subitement et accidentellement par un sinistre couvert

10. Le vent et la grêle

11. Les accidents de transport, c'est-à-dire vos biens meubles temporairement enlevés des lieux assurés et se trouvant à bord d'un véhicule automobile, d'une remorque attelée à un véhicule automobile ou du véhicule d'un transporteur public contre les dommages causés par la collision, le versement, le déraillement, l'échouement ou la submersion du véhicule, de la remorque ou véhicule de transport public. Sont exclus les pertes ou dommages aux biens se trouvant dans une roulotte ou maison voyageuse dont vous êtes propriétaire.

MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Nous vous indemniserons, par sinistre, pour les pertes ou les dommages atteignant vos biens assurés ou les améliorations locatives tels que décrits ici-bas à concurrence de votre intérêt dans les biens atteints, sans toutefois dépasser le montant de garantie applicable stipulé sur le certificat d'assurance.

BIENS PERSONNELS

Pour les médias électroniques, nous paierons le coût de la reproduction de copies ou d'originaux de la génération précédente des médias. Nous ne paierons pas le coût de la collecte ou pour réunir des informations ou des données pour la reproduction.

Pour les autres dossiers, y compris les livres de comptes, les dessins ou les systèmes de cartes ou fiches, nous paierons le coût des livres vierges, des pages, des cartes ou d'autres matériaux, plus le coût de la transcription ou de la copie des dossiers.

Pour tous les autres biens personnels nous paierons la valeur au jour du sinistre de la perte ou du dommage assuré au moment de la perte ou du dommage jusqu'à concurrence de votre intérêt dans les biens atteints sans toutefois dépasser le montant de garantie applicable stipulé sur le certificat d'assurance.

VALEUR AU JOUR DU SINISTRE

La valeur au jour du sinistre tiendra compte des éléments tels que le coût de remplacement moins la dépréciation, et pour déterminer la dépréciation nous considérerons la condition des biens immédiatement avant le dommage, la valeur de revente et la durée de vie normale.

AUCUN AVANTAGE AU DÉPOSITAIRE

Il est garanti par vous que l'assurance ne doit en aucun cas être directement ou indirectement au profit de tout transporteur ou autre dépositaire.

BIENS FAISANT PARTIE D'UN ENSEMBLE

Dans le cas d'une perte ou d'un dommage atteignant un ou des biens faisant partie d'un ensemble, l'indemnité devra tenir compte de la valeur relative des articles endommagés par rapport à l'ensemble, sans pour autant atteindre la pleine valeur de ce dernier.

BIENS COMPOSANT UN TOUT

Dans le cas d'une perte ou d'un dommage atteignant des biens composant un tout une fois qu'ils sont assemblés à des fins d'utilisation, l'indemnité se limite à la valeur assurée des éléments endommagés, y compris le coût d'installation.

FRANCHISE

Pour tout sinistre, nous paierons uniquement la part des pertes ou dommages assurés qui excède la franchise, à concurrence du montant de garantie applicable stipulé au contrat et sur le certificat d'assurance.

Si votre réclamation porte sur des biens personnels sur lesquels les Limitations Particulières s'appliquent, ces limitations s'appliqueront aux pertes excédant le montant de la franchise.

RÉDUCTION DU MONTANT D'ASSURANCE

Toute perte ou dommage ne réduit pas les montants d'assurance de cette police.

SUBROGATION

À concurrence des indemnités versées par nous, nous sommes subrogés dans vos droits de recours contre les tiers responsables et vous devez faire tout ce qui est nécessaire à l'exercice de ces droits. Si le recouvrement net (c'est-à-dire déduction faite des dépenses y ayant trait) est inférieur aux dommages, il doit être divisé entre nous et vous selon la part des dommages supportée par chacun.

OBLIGATIONS APRÈS LE SINISTRE

Après la présentation de la preuve de sinistre à l'égard d'une perte qui peut être assurée en vertu de la Section I, vous pourriez avoir à :

- vous soumettre à un interrogatoire sous serment,
- produire pour examen tous les documents en votre possession ou sous votre contrôle qui se rapportent à l'application de l'assurance et la preuve de la perte, et
- permettre de faire l'extraction et les copies de ces documents, le tout à un endroit raisonnable et au moment indiqué par nous.

CONDITIONS LÉGALES

CONDITIONS LÉGALES

Toutes les conditions énoncées dans les Conditions Légales s'appliquent à l'égard de tous les risques assurés en vertu de la Section I, sauf que ces conditions peuvent être modifiées ou complétées par les dispositions de ladite Section I, ou par les formulaires ou les avenants qui modifient la même Section I.

SECTION II – ASSURANCE DE VOTRE RESPONSABILITÉ

DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS CETTE SECTION

Domage corporel, toute atteinte corporelle subie par une personne physique, la maladie, l'invalidité, les chocs, l'angoisse ou les blessures mentales, ainsi que la mort en résultant.

Activité professionnelle, toute activité rémunérée exercée de manière continue ou régulière, notamment un commerce, un métier ou une profession libérale.

L'emploi est considéré comme activité professionnelle seulement si;

- un assuré est propriétaire unique ou un partenaire dans une entreprise; ou
- des activités dans le cadre de cet emploi causent des blessures corporelles à un collègue de travail ; ou
- le dommage corporel est subi par un élève et découle de châtiments corporels administrés par ou sous la direction d'un assuré en tant que professeur

Biens professionnels, tous les lieux affectés à des activités professionnelles ou les biens donnés ou offerts en location, en tout ou en partie.

Certificat d'assurance dans cette section signifie la même chose qu'à la Section I.

Chiens dangereux veut dire Pit bull Terrier, Tosa japonais, Dogue argentin, Fila Brasileiro, ou toute autre race identifiée comme dangereuse selon les lois canadiennes.

Problème de donnée :

- l'effacement, la destruction, le détournement, la mauvaise interprétation des données
- erreur dans la création, la modification, la saisie, la suppression ou l'utilisation de données, ou
- l'incapacité de recevoir, transmettre ou utiliser des données.

Champignons désigne non seulement toutes les formes supérieures ou inférieure de champignons, notamment les moisissures et les levures.

Assuré dans cette Section a la même signification qu'à la Section I. En plus, nous assurons:

- toute personne ou organisation légalement responsable des dommages causés par un bateau ou un animal dont vous êtes propriétaire et auquel cette assurance s'applique
- votre représentant légal ayant temporairement la garde des lieux assurés si vous décédez pendant que vous êtes assurés par cette police pour la responsabilité civile découlant des lieux assurés, et
- toute personne qui est assurée par le présent formulaire au moment de votre décès et qui continue d'habiter sur les lieux assurés.

Responsabilité civile, l'obligation de réparer le préjudice causé à autrui, reconnue et sanctionnée par les tribunaux.

Lieux assurés, tous lieux où l'Assuré désigné sur le certificat d'assurance ou son conjoint possèdent une demeure et qui sont déclarés sur le certificat d'assurance. Entrent aussi dans les lieux assurés :

- tous lieux utilisés temporairement par vous, notamment comme demeure, dans l'éventualité où votre résidence principale serait temporairement inhabitable, pourvu que vous ne soyez pas :
 - propriétaire de ces lieux
 - le bailleur ou locataire des lieux, sous contrat d'une durée supérieure à 90 jours consécutifs
- tous logement à caractère social au Canada à être occupés par vous comme résidence principale à compter de la date à laquelle vous prenez possession de la propriété, mais pas au-delà de la première de ces occurrences :
 - 30 jours consécutifs
 - La date d'expiration ou de résiliation de la police
 - La date à laquelle une assurance responsabilité civile est émise spécifiquement pour ces locaux
- les lots de sépulture ou les caveaux, qu'ils soient individuels ou familiaux

Polluant, tout irritant ou contaminant solide, liquide, gazeux ou thermique y compris la fumée, la vapeur, la suie, les émanations, les acides, les alcalis, les produits chimiques, les pesticides, les herbicides, les déchets (matériaux à recycler, remis à neuf ou régénérés), qu'il s'agisse de méfaits émanant de l'agriculture, d'opérations industrielles ou de toute autre source.

Domage matériel,

- dommage physique à, ou destruction de tout biens corporels, et
- la perte de la jouissance d'un tel bien.

Spores désigne tous corpuscules reproducteurs produits ou libérées par les champignons.

Habitation ou Unité dans cette section a la même signification qu'à la Section I.

Terrorisme dans cette section a la même signification qu'à la Section I.

Nous dans cette section a la même signification qu'à la Section I.

Vous dans cette section signifie l'Assuré

GARANTIES

Les montants d'assurance sont indiqués sur le certificat d'assurance.

Cette assurance s'applique :

- aux accidents ou événements qui surviennent pendant que cette police est en force
- séparément pour chaque assuré contre qui la réclamation est faite ou l'action est intentée.

GARANTIE C – RESPONSABILITÉ CIVILE DE LA VIE PRIVÉE

Vous trouverez dans cette partie les garanties qui vous protègent si vous êtes poursuivi en justice. Nous paierons toutes les sommes que vous serez légalement tenu de payer à titre de dommages compensatoires en raison de blessures involontaires ou de dégâts matériels résultant de :

- vos actions personnelles n'importe où dans
- la propriété, l'utilisation ou l'occupation des lieux assurés définis à la Section II.

Nous ne paierons pas pour les amendes, pénalités, dommages-intérêts punitifs, dommages-intérêts exemplaires ou toute autre somme au-delà de réels dommages-intérêts compensatoires.

Le montant d'assurance indiqué sur le certificat d'assurance est le montant maximum que nous paierons pour tous dommages-intérêts compensatoires à l'égard d'un accident ou d'un événement quel que soit le nombre d'assurés contre lesquels les réclamations sont prises ou les actions sont engagées.

Les frais de défense et le coût des dépenses supplémentaires tels que décrits aux Garanties Subsidiaires sont en sus du montant d'assurance.

Nous n'assurons pas les réclamations faites contre vous découlant de :

- la responsabilité que vous avez assumée par contrat à moins que votre responsabilité civile ait été appliquée même si aucun contrat n'avait été en vigueur, mais nous assurons les réclamations faites contre vous pour la responsabilité civile d'autres personnes en relation avec vos lieux assurés que vous avez assumé en vertu d'un contrat écrit
- dommages aux biens personnels possédés par un assuré
- dommages aux biens utilisés, occupés ou loués par ou sous les soins, la garde ou le contrôle d'un assuré, sauf pour les dommages matériels non intentionnels aux lieux possédés par un tiers, ou leurs contenus, que vous utilisez, louez ou avez sous vos soins, garde et contrôle et causés par un incendie, une explosion, un
- dégât d'eau ou de la fumée. Par fumée, on entend ici celle produite de façon soudaine, inhabituelle ou dû à une défectuosité d'un appareil de chauffage ou de cuisson sur les lieux, mais pas la fumée d'un poêle ou d'un foyer. Les dégâts d'eau ont la même signification qu'à la Section I.
- dommages aux biens personnels ou appareils à la suite de travaux effectués sur eux par vous
- ou n'importe qui en votre nom
- dommages corporels sur vous ou toute personne résidant sous votre toit
- les actions individuelles d'un assuré désigné ne résidant pas sur les lieux assurés décrits au certificat d'assurance.

D'autres exclusions s'appliquent à toutes les garanties de la Section II. Référez-vous aux Exclusions de la Section II.

GARANTIES SUBSIDIAIRES

Si une réclamation est déposée contre vous et pour laquelle vous êtes assurés en vertu de la Garantie E, nous vous défendrons, même si la réclamation est sans fondement, fausse ou frauduleuse. Nous nous réservons le droit de choisir l'avocat, d'enquêter, négocier et régler toute réclamation si nous décidons que c'est approprié. Nous ne paierons que pour l'avocat que nous aurons choisis. Nous paierons également, en supplément du montant de garantie stipulé au Certificat d'assurance :

- tous les frais engagés par nous ;

- tous les frais taxés contre vous dans une poursuite couverte par le présent chapitre ;
- les intérêts ayant couru depuis le jugement sur toute partie de celui-ci entrant dans le montant de garantie ;
- la prime requise pour fournir, à concurrence du montant de garantie, tout cautionnement nécessaire à l'obtention d'une mainlevée si vos biens sont saisis, et celle de tout cautionnement requise pour un pourvoi en appel d'une action contestée par nous, mais nous ne sommes pas tenus de fournir ces cautionnements ;
- les frais engagés par vous pour des soins médicaux ou chirurgicaux dont des tiers auront eu besoin immédiatement après un sinistre couvert par le présent chapitre ;
- les frais raisonnablement engagés par vous à notre demande, incluant la perte de revenu jusqu'à concurrence de 100\$ par jour.

VOS OBLIGATIONS APRÈS UN ACCIDENT OU ÉVÉNEMENT

Lorsqu'un accident ou un événement se produit, vous devez immédiatement nous en aviser (par écrit si demandé par nous).

- L'avis doit comprendre
 - La date, l'heure, le lieu et les circonstances de l'accident ou de l'événement;
 - Les noms et adresses des témoins et des plaignants potentiels.
- Vous devez également:
 - Coopérer avec nous dans toute action en justice, y compris l'obtention des témoins, des informations et des preuves sur l'accident, si on vous le demande
 - Immédiatement nous envoyer les documents juridiques et autres communications écrites que vous recevez concernant l'accident ou événement.

ACTION CONTRE NOUS

Aucune poursuite ne peut être intentée contre nous :

- avant d'avoir pleinement respecté tous les termes de cette garantie, ni avant que le montant de votre obligation de payer ait été définitivement fixée, soit par un jugement contre vous ou par un accord qui a notre consentement;
- plus d'un an après la date d'un accord qui a notre consentement ou de la décision définitive de l'action contre vous, y compris les appels, le cas échéant.

PAIEMENTS NON AUTORISÉS

Vous ne devez pas, sauf à vos propres frais, volontairement effectuer un paiement, assumer aucune obligation ou engager des dépenses, autres que les dépenses de premiers soins nécessaires au moment de l'accident.

GARANTIE D – REMBOURSEMENT VOLONTAIRE DES FRAIS MÉDICAUX

La présente garantie produit ses effets même en l'absence de toute responsabilité de votre part. Nous nous engageons à payer les frais ci-après raisonnablement engagés, dans l'année suivant l'accident les ayant occasionnés, par ou pour la victime d'un accident survenant involontairement de votre fait ou du fait des lieux assurés. Nous couvrons au titre de cette garantie les frais médicaux, chirurgicaux, dentaires, d'hôpital, de soins infirmiers, d'ambulance ou d'obsèques.

Nous paierons jusqu'à 1 000\$ pour chaque personne à l'égard d'un accident ou d'un événement.

Nous ne paierons pas :

- les dépenses couvertes par un régime public ou privé de soins médicaux, dentaires, chirurgicaux ou d'hospitalisation ou sous tout autre contrat d'assurance ;
- vos frais médicaux ou ceux de personnes habitant avec vous ;
- les frais médicaux d'une personne qui sont couverts par une loi sur les accidents du travail. D'autres exclusions s'appliquent à toutes les garanties de la Section II. Référez-vous à la section Exclusion de la Section II.

VOS OBLIGATIONS APRÈS UN ACCIDENT OU ÉVÉNEMENT

Lorsqu'un accident ou un événement se produit, vous devez immédiatement nous en aviser (par écrit si demandé par nous).

- L'avis doit comprendre
 - La date, l'heure, le lieu et les circonstances de l'accident ou de l'événement ;
 - Les noms et adresses des témoins.

À notre demande, vous serez tenu de faire en sorte que les victimes :

- nous soumettent le plus tôt possible leurs demandes d'indemnité par écrit, et, à notre demande, sous serment ;
- se soumettent, à nos frais, à des examens par nos médecins aux intervalles raisonnablement fixés par nous ;
- nous autorisent à obtenir tous renseignements voulus, notamment leurs dossiers médicaux.
- Les demandes d'indemnité et autorisations ci-dessus pourront être fournies par des personnes agissant au nom des victimes.

ACTION CONTRE NOUS

Aucune poursuite ne peut être intentée contre nous avant d'avoir pleinement respectés tous les termes de cette garantie.

GARANTIE E – RÈGLEMENT VOLONTAIRE DES DOMMAGES MATÉRIELS À AUTRUI

Nous couvrons les dommages directement causés aux biens de tiers, même en l'absence de toute responsabilité de votre part, y compris ceux causés intentionnellement par un Assuré de 12 ans ou moins.

Nous ne couvrons pas :

- les dommages à des biens appartenant ou loués par un assuré ou un locataire de celui-ci ;
- les dommages aux biens qui sont assurés en vertu de la Section I ;
- les réclamations résultant de la perte de jouissance, la disparition ou le vol de biens ;
- les réclamations découlant de la propriété, l'utilisation ou le fonctionnement de tout véhicule, remorque ou d'une embarcation motorisée, sauf ceux pour lesquels une garantie est fournie à la section LIMITATIONS PARTICULIÈRES de cette police.

D'autres exclusions s'appliquent à toutes les garanties de la Section II. Référez-vous à la section Exclusion de la Section II.

BASE DE RÈGLEMENT

La présente garantie joue à concurrence du moins élevé des montants suivants:

- ce qu'il en coûterait pour réparer ou remplacer les biens avec des matériaux de qualité similaire au moment de la perte;
- 500\$.

Nous nous réservons le droit de payer la perte en argent ou de réparer ou remplacer les biens, et de régler toute réclamation pour la perte de biens avec vous ou le propriétaire des biens. Nous nous réservons également le droit de récupérer les biens endommagés.

VOS OBLIGATIONS APRÈS UN ACCIDENT OU ÉVÉNEMENT

Lorsqu'un accident ou un événement se produit, vous devez immédiatement nous en aviser (par écrit si demandé par nous).

- L'avis doit comprendre
 - La date, l'heure, le lieu et les circonstances de l'accident ou de l'événement;
 - L'intérêt de toutes les personnes dans les biens affectés.

À notre demande, vous serez tenu de nous aider à vérifier les dommages.

ACTION CONTRE NOUS

Aucune poursuite ne peut être intentée contre nous :

- avant d'avoir pleinement respecté tous les termes de cette garantie, ni ;
- plus de 60 jours après le dépôt de la preuve écrite de la demande.

LIMITATIONS PARTICULIERES

Les limitations particulières qui suivent s'appliquent et restent sujet aux termes, conditions et exclusions de la présente police.

VÉHICULES MOTORISÉS VOUS APPARTENANT

Vous êtes assurés contre les réclamations découlant de la propriété, l'utilisation ou le fonctionnement de:

- tondeuses à gazon auto propulsée, souffleuses à neige, tracteurs de jardin d'au plus 19kW (25H.P.)
- fauteuils roulants motorisés, y compris les scooters motorisés de plus de deux roues et spécialement conçus pour le transport d'une personne ayant un handicap physique.

VÉHICULES MOTORISÉS QUE NOUS N'ASSURONS PAS

Nous n'assurons pas l'utilisation ou le fonctionnement de véhicules motorisés, qu'ils vous appartiennent ou non, lorsqu'ils sont :

- utilisés pour le transport de passagers contre rémunération
- utilisés lors d'activités commerciales
- utilisés dans toutes courses ou épreuves de vitesse
- loués à d'autres
- utilisés ou opérés sans le consentement du propriétaire si vous n'êtes pas le propriétaire

Nous ne couvrons pas les dommages au véhicule motorisé lui-même.

REMARQUES

Nous vous assurons contre les réclamations découlant de la propriété, l'utilisation ou l'exploitation d'une remorque ou de son équipement, à condition que cette remorque ne soit pas attachée à, exploitée ou remorquée par un véhicule à moteur soumis à l'immatriculation du véhicule.

EXCLUSIONS – SECTION II

Sont exclus de la présente assurance :

- les conséquences de la guerre civile ou étrangère, de l'invasion, des actes d'ennemis étrangers, des hostilités (déclarées ou non), de la rébellion, de la révolution, de l'insurrection ou du pouvoir militaire ;
- les dommages corporels ou dommages
- matériels devant faire l'objet d'une assurance de la responsabilité civile couvrant le risque nucléaire et émise par le Pool canadien d'assurance des risques atomiques ou par tout autre groupe d'assureurs, que l'assurance ait expirée ou que ses montants soient épuisés ou non ;
- les conséquences de vos activités professionnelles ou de l'utilisation des lieux assurés pour des activités professionnelles
- les conséquences de la prestation ou de la non- prestation de services professionnels ;
- la responsabilité imposée ou assumée par vous sous la loi sur les accidents de travail ;
- les dommages corporels ou dommages
- matériels causés intentionnellement par vous ou à votre instigation ou résultant d'actes ou d'omissions criminels de la part de ;
- toute personne assurée par la présente police ; ou
- toute autre personne à la demande d'une
- personne assurée par la présente police. Mais cette exclusion ne s'applique pas à tout autre assuré qui n'a pas commis et n'est pas impliqué dans l'acte intentionnel ou criminel.
- les réclamations découlant d'atteintes sexuelles, physiques ou psychologiques, de voies de fait, de violences physiques ou morales, de harcèlement ou de châtiments corporels dont un Assuré est l'auteur ou l'instigateur ou dont il a connaissance ou du défaut de tout Assuré de prendre des mesures pour éviter les atteintes sexuelles, physiques ou psychologiques, les voies de fait, les violences physiques ou morales, le harcèlement ou les châtiments corporels ;
- Dommage corporel, dommages matériels, coûts ou dépenses reliées ou découlant / avérés ou potentiels de perte, dommage, coûts ou dépenses directes ou indirectes causés par, découlant, ou qui sont la conséquence de, ou impliquant d'une quelconque façon l'amiante ou tout autre matériau contenant de l'amiante sous quelque forme ou quantité. Cette exclusion s'applique sans égard à tout facteur contributive ou aggravant ou tout événement qui contribue de façon concomitante ou en conséquence de la perte.
- Les responsabilités, sinistres, coûts ou dépenses découlant directement ou indirectement , de ou causé par ou en lien avec les Chiens Dangereux.
- 1. Les dommages corporels ou matériels découlant ou résultant de, causés par ou contributifs, directement ou indirectement par (a) tout "champignons" ou "spore" ou (b) toute substance, vapeur ou gaz produit par ou provenant de tout "champignons" ou "spore". Ceci inclus, mais n'est pas limité à tout This includes, but is not limited to, any métabolite tel que mycotoxine ou composant organique volatile; ou (c) tou: (i) matériau, produit, bâtiment ou structure, incluant de tels composants; ou (ii) Concentration d'eau, moisissure, humidité ou autre liquide sur ou à l'intérieur de des éléments (c)(i) ci-dessus qui contiennent, entretiennent, nourrissent ou agisse en tant que support pour la croissance de tout "champignons" ou "spore". Mais ceci ne s'applique que dans la mesure ou n'importe lequel

des éléments indiqués en (c)(i) ou (c)(ii) ci-dessus résulte, cause ou contribue de façon concomitante ou dans n'importe quel ordre aux blessures ou dommages décrit en (a) ou (b) ci-dessus.

- 2. Coûts pour les test de surveillance, de diminution, d'atténuation, de retrait, d'assainissement, de ou de destruction de tout élément indiqué au 1. ci-dessus;
 - 3. Toute autre cause ou événement dans la mesure où il contribue de façon concomitante ou dans n'importe quel ordre à de tel blessure, dommage, ou coûts indiqués au 1. ou 2. ci-dessus;
 - 4. Supervision, instructions, recommandations, mise en garde ou conseil donné ou qui aurait dû être donné en lien avec les éléments 1., 2., ou 3. ci-dessus ; et
 - 5. Obligation de co-assurance des dommages ou de remboursement à un tiers devant payer les dommages découlant de tel blessure ou dommage.
 - les conséquences de la transmission de maladies par un Assuré ;
 - les conséquences de la propriété, de l'utilisation ou de l'opération de tout véhicule motorisé ou remorque sauf tel que prévu au paragraphe Véhicules motorisés
 - et Remorques de la Section II ;
 - la responsabilité découlant de la propriété, de l'utilisation ou de l'exploitation d'aéronefs (y compris les deltaplanes) ou de lieux affectés à l'atterrissage d'aéronefs, notamment les aéroports, et des activités s'y rattachant, même accessoirement ;
 - les données
 - les conséquences causées directement ou indirectement par un problème de données.
- Toutefois, si la perte ou le dommage causé par un problème de données occasionne des pertes ou dommages directement causé par le feu, l'explosion, la fumée, un dégât d'eau tel que décrits dans les Risques Assurés, cette exclusion ne s'applique pas à une telle perte ou dommage.

Nous ne couvrons pas non plus les réclamations découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, du terrorisme ou de toute activité ou décision d'un organisme d'État ou de toute autre entité visant à empêcher le terrorisme, y répondre ou y mettre fin. La présente exclusion produit ses effets sans égard aux autres causes ou événements ayant pu contribuer à quelque moment que ce soit aux dommages.

ASSURANCES MULTIPLES

Si vous avez d'autres assurances, et même si elles ne sont valables qu'en l'absence du présent contrat, ce dernier ne vous couvre qu'en complément de leurs montants de garantie.

CONDITIONS LÉGALES

1. Déclaration inexacte

Si une personne qui fait une demande d'assurance donne une description erronée du bien au préjudice de l'assureur, fait une déclaration inexacte ou omet frauduleusement de déclarer une circonstance qu'il est important de faire connaître à l'assureur pour qu'il puisse apprécier le risque qu'il doit assumer, le contrat est nul quant aux biens pour lesquels la déclaration inexacte ou l'omission est importante.

2. Biens d'autrui

Sauf stipulation contraire expressément indiquée dans le contrat, l'assureur n'est pas responsable des pertes ni des dommages causés à un bien appartenant à une autre personne que l'assuré, à moins que l'intérêt de l'assuré dans ce bien ne soit indiqué au contrat.

3. Transfert d'intérêt

L'assureur est responsable des pertes ou dommages survenant après une cession autorisée en vertu de la Loi sur la faillite (Canada) ou un transfert de titre par succession, par l'effet de la loi ou pour cause de décès.

4. Changement essentiel

Un changement dans les circonstances constitutives du risque sur lequel l'assuré exerce un contrôle et dont il a connaissance annule la partie du contrat ainsi touchée, à moins qu'un avis de ce changement ne soit promptement donné par écrit à l'assureur ou à son agent local. L'assureur ainsi avisé peut rembourser la part non acquise de la prime versée et annuler le contrat, ou aviser par écrit l'assuré que, s'il désire que le contrat demeure en vigueur, il doit, dans les quinze jours qui suivent la réception de l'avis, verser à l'assureur une surprime. À défaut de paiement, le contrat cesse d'être en vigueur et l'assureur rembourse la part non acquise de la prime versée.

5. Résiliation du contrat

- (1) Le présent contrat peut être résilié :
 - a) soit par l'assureur qui donne à l'assuré un avis de résiliation de quinze jours par courrier recommandé, ou un avis écrit de résiliation de cinq jours s'il est remis à personne;
 - b) soit par l'assuré en tout temps en présentant une demande à cet effet.
- (2) En cas de résiliation du contrat par l'assureur :
 - a) celui-ci rembourse la différence entre la prime effectivement acquittée par l'assuré et la prime calculée au prorata de la période écoulée; cependant, cette prime ne doit en aucun cas être réputée inférieure à la retenue de toute prime minimale fixée;
 - b) le remboursement accompagne l'avis, à moins qu'il n'y ait lieu d'ajuster ou de fixer le montant de la prime, auquel cas le remboursement se fait le plus tôt possible.
- (3) En cas de résiliation du présent contrat par l'assuré, l'assureur rembourse le plus tôt possible la différence entre la prime effectivement payée par l'assuré et la prime calculée au taux à court terme, correspondant à la période écoulée. Toutefois, en aucun cas, la prime calculée au taux à court terme pour la période écoulée ne doit être réputée inférieure à la retenue de toute prime minimale fixée.
- (4) Le remboursement peut se faire en espèces, par mandat-poste, mandat de compagnie de messagerie ou par chèque encaissable au pair.
- (5) Le délai de quinze jours mentionné à l'alinéa 1) a) de la présente condition commence à courir le jour qui suit la réception de la lettre recommandée au bureau de poste auquel elle est adressée.

6. Obligations après le sinistre

- (1) Lorsqu'une perte ou un dommage survient au bien assuré, l'assuré doit, si cette perte ou ce dommage est couvert par le contrat, en plus de se conformer aux exigences des conditions 9, 10 et 11 :
 - a) en donner sans délai avis par écrit à l'assureur;
 - b) remettre le plus tôt possible à l'assureur une preuve de sinistre attestée par une déclaration solennelle :
 - i) dressant un inventaire complet du bien détruit et endommagé et indiquant en détail les quantités, les coûts, la valeur réelle en espèces et les autres renseignements relatifs au montant du règlement demandé,

- ii) établissant, au mieux de sa connaissance, quand et comment s'est produit le sinistre et, s'il est dû à un incendie ou à une explosion causée par la combustion, quelle a été l'origine de l'incendie ou de l'explosion,
 - iii) établissant que le sinistre n'est pas dû à un acte intentionnel de l'assuré, à sa négligence ni ne s'est produit à l'incitation ou avec l'aide ou la connivence de l'assuré,
 - iv) indiquant le montant des autres assurances et le nom des autres assureurs,
 - v) indiquant l'intérêt de l'assuré et de tous les tiers dans le bien, avec les détails de tous les privilèges, sûretés et autres charges grevant le bien,
 - vi) indiquant toute modification de titre, d'usage, d'occupation, d'emplacement ou de possession du bien ou de la nature du risque à l'égard de celui-ci depuis l'établissement du contrat,
 - vii) indiquant l'endroit où se trouvait le bien assuré au moment du sinistre;
 - c) s'il y est tenu, dresser un inventaire complet des biens non endommagés en indiquant en détail les quantités, les coûts et la valeur réelle en espèces;
 - d) s'il y est tenu et si cela est possible, produire les livres de compte, les récépissés d'entrepôt et les inventaires, fournir les factures et les autres pièces comptables attestées par déclaration solennelle, et fournir copie de la partie écrite de tout autre contrat.
- (2) Les preuves fournies en vertu des alinéas 1) c) et d) de la présente condition ne constituent pas des preuves de sinistre au sens des conditions 12 et 13.

7. Fraude

Toute fraude ou fausse déclaration intentionnelle dans une déclaration solennelle portant sur l'un des détails mentionnés précédemment entache de nullité la demande de règlement de l'auteur de la déclaration.

8. Personnes autorisées à produire l'avis et à fournir la preuve du sinistre

L'avis de sinistre peut être donné et la preuve du sinistre fournie par l'agent de l'assuré nommé désigné au contrat s'il est démontré de façon satisfaisante que l'assuré est absent ou empêché de donner l'avis ou de fournir la preuve, ou, en pareil cas ou en cas de refus de la part de l'assuré, cet avis peut être donné et la preuve du sinistre peut être fournie par une personne ayant droit à une partie des sommes assurées.

9. Sauvetage

- (1) Lorsqu'un bien assuré par le contrat est perdu ou endommagé, l'assuré prend toutes les mesures raisonnables pour empêcher que ce bien ne subisse d'autres dommages et que d'autres biens assurés par le contrat ne soient endommagés et, notamment, si cela est nécessaire, les déplace pour prévenir qu'ils soient endommagés ou pour prévenir d'autres dommages.
- (2) L'assureur contribue au prorata des intérêts respectifs des parties aux dépenses raisonnables et acceptables relatives aux mesures prises par l'assuré et requises en vertu de la sous-condition 1) de la présente condition.

10. Accès, prise en charge, abandon

Après qu'un bien assuré a été perdu ou endommagé, l'assureur a immédiatement, pour ses agents accrédités, un droit d'accès et d'entrée suffisant pour leur permettre d'inspecter et d'examiner le bien et de faire une estimation du sinistre et, après que l'assuré a mis le bien en sécurité, un autre droit d'accès et d'entrée suffisant pour lui permettre de faire une estimation ou une estimation détaillée du sinistre. L'assureur n'a toutefois pas le droit de prendre en charge le bien assuré ni en prendre possession, et le bien assuré ne peut être abandonné à l'assureur sans son consentement.

11. Estimation

En cas de désaccord sur la valeur du bien assuré, du bien sauvé ou du montant du sinistre, ces questions sont tranchées par estimation conformément à la Loi sur les assurances avant tout recouvrement dans le cadre du présent contrat, que le droit de recouvrer prévu au contrat soit contesté ou non, et indépendamment de toutes autres questions. Il ne doit pas y avoir de droit à une estimation avant qu'une demande spécifique à cette fin n'ait été faite par écrit et que la preuve du sinistre n'ait été présentée.

12. Date de règlement du sinistre

Le sinistre est payable dans les soixante jours qui suivent l'achèvement de la preuve du sinistre, à moins que le contrat ne prévoise un délai plus court.

13. Remplacement

(1) Au lieu d'effectuer le paiement, l'assureur peut réparer, reconstruire ou remplacer le bien sinistré en donnant un avis écrit de son intention de ce faire dans les trente jours qui suivent la réception des preuves du sinistre.

(2) Dans cette éventualité, l'assureur commence les réparations ou la reconstruction du bien, ou le remplace, dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception des preuves du sinistre, et par la suite procède avec diligence pour achever les travaux.

14. Action (inapplicable en Saskatchewan)

L'action ou l'instance engagée contre l'assureur pour le recouvrement d'une demande de règlement dérivant du présent contrat se prescrit par un an à compter de la survenance du sinistre (deux ans au British Columbia, Alberta, Manitoba et au Yukon).

15. Avis (14. en Saskatchewan)

L'avis écrit destiné à l'assureur peut être remis ou expédié par courrier recommandé à l'agence principale ou au siège social de l'assureur dans la province. L'avis écrit destiné à l'assuré nommément désigné dans le contrat peut lui être remis à personne ou par courrier recommandé adressé à la dernière adresse postale indiquée à l'assureur. Dans la présente condition, le terme « recommandé » signifie recommandé au Canada ou à l'étranger.

Annexe à la police numéro : 14-433-2-0000

CLAUSE D'INTERPRÉTATION - LANGUE UTILISÉE

Le contrat doit être interprété dans sa langue d'origine qui est l'anglais. Toute version française est uniquement fournie à titre de traduction.

Dans tous les cas et en cas de litige, la langue anglaise est la langue officielle du contrat qui prévaut sur la traduction française susvisée

MODIFICATION DE GARANTIE C – RESPONSABILITÉ CIVILE DE LA VIE PRIVÉE

Il est sous-entendu et stipulé par la présente que la **GARANTIE C – RESPONSABILITÉ CIVILE DE LA VIE PRIVÉE**, la section du texte qui débute par « Nous n'assurons pas les réclamations faites contre vous découlant de » et se terminant par « D'autres exclusions s'appliquent à toutes les garanties de la Section

II. Référez-vous aux Exclusions de la Section II » est entièrement supprimé et remplacé par :

Nous n'assurons pas les réclamations faites contre vous découlant de :

- la responsabilité que vous avez assumée par contrat à moins que votre responsabilité civile ait été appliquée même si aucun contrat n'avait été en vigueur
- dommages aux biens personnels possédés par un assuré
- dommages aux biens utilisés, occupés ou loués par ou sous les soins, la garde ou le contrôle d'un assuré, sauf pour les dommages matériels non intentionnels aux lieux possédés par un tiers qui n'occupe pas ce même logement, ou leurs contenus, que vous utilisez, louez ou avez sous vos soins, garde et contrôle et causés par un incendie, une explosion, un dégât d'eau ou de la fumée. Par fumée, on entend ici celle produite de façon soudaine, inhabituelle ou dû à une défectuosité d'un appareil de chauffage ou de cuisson sur les lieux, mais pas la fumée d'un poêle ou d'un foyer. Les dégâts d'eau ont la même signification qu'à la Section I.
- dommages aux biens personnels ou appareils à la suite de travaux effectués sur eux par vous ou n'importe qui en votre nom
- dommages corporels sur vous ou toute personne résidant sous votre toit
- les actions individuelles d'un assuré désigné ne résidant pas sur les lieux assurés décrits au certificat d'assurance.

D'autres exclusions s'appliquent à toutes les garanties de la Section II. Référez-vous aux Exclusions de la Section II.

TOUTES LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA POLICE D'ASSURANCE DEMEURENT EN VIGEUR.

Attaching to and forming part of Policy Number: 14-433-1-0000

ENDORSEMENT – E-BIKE AND E-SCOOTER COVERAGE INCLUSION

It is hereby understood and agreed that e-bikes and e-scooters are included as insured property under the above-mentioned policy. Therefore, the following sections of the policy are amended to read as follows:

SECTION I – PROPERTY COVERAGES

DEFINITIONS FOR TERMS USED THROUGHOUT THIS SECTION

It is hereby understood and agreed that the Definitions below are added:

E-bike means:

a motorized vehicle that:

- Has two or three wheels and handlebars
- Has functional pedals
- Has an electric motor of no more than 500 watts
- Has a maximum speed of 32 km/h on level ground under motor power
- does not require registration or automobile insurance under provincial law.

E-bikes and e-bike riders must meet all the requirements of the province or territory in which they reside

E-scooter means:

a motorized vehicle that:

- Has two wheels (one at the front and one at the back)
- Has a platform to stand on
- Has a handlebar for steering
- Has an electric motor that does not exceed 500 watts
- Has a maximum speed of 24 km/h on a level surface
- Does not require registration or automobile insurance under provincial law.

E-scooters and e-scooter riders must meet all the requirements of the province or territory in which they reside

COVERAGE A – PERSONAL PROPERTY

It is hereby understood and agreed that in **COVERAGE A – PERSONAL PROPERTY** the section below is deleted in its entirety and replaced with the following:

We do not insure loss or damage to:

- motorised vehicles or their equipment (except for watercraft, lawn mowers, other gardening equipment, snow blowers, e-bikes, e-scooters, or wheelchairs or scooters having more than two wheels and specifically designed for the carriage of a person who has a physical disability)
- camper units, truck caps, trailers or their equipment
- aircraft or their equipment
- motorised golf carts while in use as such on a golf course or while at any other location for repair or storage anywhere in the world
- outdoor trees, shrubs, plants, lawns or items grown for commercial purposes, unless the loss or damage is caused by fire, explosion, smoke or water damage.

SECTION II - LIABILITY COVERAGE

It is hereby understood and agreed that in **SECTION II - LIABILITY COVERAGE** the section below is deleted in its entirety and replaced with the following:

SPECIAL LIMITATIONS

The following special limitations apply subject to the terms, conditions and exclusions of the policy.

MOTORISED VEHICLES YOU OWN

You are insured against claims arising out of your ownership, use or operation of:

- self-propelled lawn mowers, snow blowers, garden-type tractors of not more than 19kW (25 H.P.)
- e-bikes, e-scooters, motorised wheelchairs, including motorised scooters having more than two wheels and specifically designed for the carriage of a person who has a physical disability.

EXCEPT AS OTHERWISE STATED, ALL OTHER TERMS AND CONDITIONS REMAIN UNCHANGED.

FORMS ATTACHED

Lloyd's Clauses

- Made in Canada Clause LMA5185
- Jurisdiction Clause
- Sanction Limitation and Exclusion Clause LMA3100A
- Microorganism Exclusion Absolute LMA5018
- War and Terrorism Exclusion NMA 2918
- Radioactive Contamination exclusion Clause LMA 5198
- Seepage & Pollution, Land, Air Water Exclusion & Debris Removal Endorsement NMA2340
- Electronic Date Recognition Exclusion (EDRE) NMA 2802
- Biological or Chemical Materials Exclusion NMA2962
- Several Liability Notice LSW1001 INS
- Property Cyber & Data Exclusion LMA 5401
- Cyber and Data Total Exclusion Endorsement LMA5468A
- Terrorism Exclusion Endorsement NMA 2920
- Communicable Disease Endorsement LMA5393
- Service of Suit Clause (Canada) LMA5028B
- Lloyd's Underwriters' Policyholders Complaint Protocol LSW1542F
- Notice Concerning Personal Information LSW1543E
- 30 days Cancellation Clause NMA1331
- Short Rate Cancellation Table
- Code of consumer Rights and Responsibilities LSW 1565C
- Institute Radioactive Contamination, Chemical, Biological, Bio-Chemical And Electromagnetic Weapons Exclusion Clause CL370
- Statutory Conditions (Canadian Fire) LSW1193A
- Statutory Conditions Alberta LSW1814A
- Statutory Conditions British Columbia LSW1815
- Statutory Conditions Manitoba LSW1851
- General Conditions Quebec LSW1194A



MADE IN CANADA CLAUSE

For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

The business insured/reinsured herein meets the necessary conditions to qualify as, and is being transacted as, "insuring in Canada a risk" in accordance with Part XIII of the Insurance Companies Act (Canada).

LMA5185
01 November 2011

JURISDICTION CLAUSE

In respect of Canadian Insured's all insurances bound hereunder shall be subject to the law and jurisdiction of a Canadian province and territory as determined by the relevant Insurance Act(s)

SANCTION LIMITATION AND EXCLUSION CLAUSE

No (re)insurer shall be deemed to provide cover and no (re)insurer shall be liable to pay any claim or provide any benefit hereunder to the extent that the provision of such cover, payment of such claim or provision of such benefit would expose that (re)insurer to any sanction, prohibition or restriction under United Nations' resolutions or the trade or economic sanctions, laws or regulations of the European Union, United Kingdom or United States of America.

LMA3100A
5 October 2023

MICROORGANISM EXCLUSION (Absolute)

This Policy does not insure any loss, damage, claim, cost, expense or other sum directly or indirectly arising out of or relating to:

mold, mildew, fungus, spores or other microorganism of any type, nature, or description, including but not limited to any substance whose presence poses an actual or potential threat to human health.

This Exclusion applies regardless whether there is (i) any physical loss or damage to insured property; (ii) any insured peril or cause, whether or not contributing concurrently or in any sequence; (iii) any loss of use, occupancy, or functionality; or (iv) any action required, including but not limited to repair, replacement, removal, cleanup, abatement, disposal, relocation, or steps taken to address medical or legal concerns.

This Exclusion replaces and supersedes any provision in the Policy that provides insurance, in whole or in part, for these matters.

LMA5018
14/09/2005

WAR AND TERRORISM EXCLUSION ENDORSEMENT

If "Political Risk Coverage" is elected and identified on the Declaration or Coverage Summary page, this Endorsement is not applicable.

Notwithstanding any provision to the contrary within this insurance or any endorsement thereto it is agreed that this insurance excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from



or in connection with any of the following regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence to the loss;

- (1) war, invasion, acts of foreign enemies, hostilities or warlike operations (whether war be declared or not), civil war, rebellion, revolution, insurrection, civil commotion assuming the proportions of or amounting to an uprising, military or usurped power; or
- (2) any act of terrorism.

For the purpose of this endorsement an act of terrorism means an act, including but not limited to the use of force or violence and/or the threat thereof, of any person or group(s) of persons, whether acting alone or on behalf of or in connection with any organisation(s) or government(s), committed for political, religious, ideological or similar purposes including the intention to influence any government and/or to put the public, or any section of the public, in fear.

This endorsement also excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with any action taken in controlling, preventing, suppressing or in any way relating to (1) and/or (2) above.

If the Underwriters allege that by reason of this exclusion, any loss, damage, cost or expense is not covered by this insurance the burden of proving the contrary shall be upon the Assured.

In the event any portion of this endorsement is found to be invalid or unenforceable, the remainder shall remain in full force and effect.

NMA2918
08/10/2001

RADIOACTIVE CONTAMINATION EXCLUSION CLAUSE

1. Notwithstanding any provision to the contrary within this reinsurance agreement or any endorsement thereto, this reinsurance agreement excludes any loss, liability, cost or expense, or any other amount incurred by or accruing to the reinsured, whether as insurer or reinsurer, directly or indirectly and regardless of any other cause contributing concurrently or in any sequence, originating from, caused by, arising out of, contributed to by, resulting from, or otherwise in connection with:
 - 1.1. irradiation or contamination by Nuclear Material; or
 - 1.2. the radioactive, toxic, explosive or other hazardous or contaminating properties of any radioactive matter; or
 - 1.3. any device or weapon employing atomic or nuclear fission and / or fusion or other like reaction or radioactive force or matter.

Definitions

2. Nuclear Material means:
 - 2.1. Nuclear Fuel; or
 - 2.2. where the United States Atomic Energy Act of 1954 as amended applies:
 - 2.2.1. special nuclear material; or

- 2.2.2. source material; or
 - 2.2.3. by-product material;
 - 2.2.4. as defined in the Atomic Energy Act of 1954 as amended; or
- 2.3. where the Canadian Nuclear Liability Act R.S.C., 1985, c. N-28 or any law amendatory thereof applies:
- 2.3.1. any material, other than thorium or natural or depleted uranium uncontaminated by significant quantities of fission products, that is capable of releasing energy by a self-sustaining chain process of nuclear fission;
 - 2.3.2. radioactive material produced in the production or utilization of material referred to in paragraph 2.3.1; and
 - 2.3.3. material made radioactive by exposure to radiation consequential on or incidental to the production or utilization of material referred to in paragraph 2.3.1; or
- 2.4. in respect of any territory where the United States Atomic Energy Act of 1954 as amended and the Canadian Nuclear Liability Act R.S.C., 1985, c. N-28 or any law amendatory thereof do not apply, any other radioactive material (including but not limited to radioactive products and waste).
3. Nuclear Fuel means any material, other than natural uranium or depleted uranium, capable of releasing nuclear energy by nuclear fission or otherwise, either alone or in conjunction with any other material.

LMA5198
27 September 2012

SEEPAGE & POLLUTION, LAND, AIR WATER EXCLUSION & DEBRIS REMOVAL ENDORSEMENT

LAND, WATER AND AIR EXCLUSION

Notwithstanding any provision to the contrary within the Policy of which this Endorsement forms part (or within any other Endorsement which forms part of this Policy), this Policy does not insure land (including but not limited to land on which the insured property is located), water or air, howsoever and wherever occurring, or any interest or right therein.

SEEPAGE AND/OR POLLUTION AND/OR CONTAMINATION EXCLUSION

Notwithstanding any provision to the contrary within the Policy of which this Endorsement forms part (or within any other Endorsement which forms part of this Policy), this Policy does not insure:

- (a) any loss, damage, cost or expense, or
- (b) any increase in insured loss, damage, cost or expense, or
- (c) any loss, damage, cost, expense, fine or penalty, which is incurred, sustained or imposed by order, direction, instruction or request of, or by any agreement with, any court, government agency or any public, civil or military authority, or threat thereof, (and whether or not as a result of public or private litigation),

which arises from any kind of seepage or any kind of pollution and/or contamination, or threat thereof, whether or not caused by or resulting from a peril insured, or from steps or measures taken in connection with the avoidance, prevention, abatement, mitigation, remediation, clean-up or removal of such seepage or pollution and/or contamination or threat thereof.

The term "any kind of seepage or any kind of pollution and/or contamination" as used in this Endorsement includes (but is not limited to):

- (a) seepage of, or pollution and/or contamination by, anything, including but not limited to, any material designated as a "hazardous substance" by the United States Environmental Protection Agency or as a "hazardous material" by the United States Department of Transportation, or defined as a "toxic substance" by the Canadian Environmental Protection Act for the purposes of Part II of that Act, or any substance designated or defined as toxic, dangerous, hazardous or deleterious to persons or the environment under any other Federal, State, Provincial, Municipal or other law, ordinance or regulation; and
- (b) the presence, existence, or release of anything which endangers or threatens to endanger the health, safety or welfare of persons or the environment.

DEBRIS REMOVAL ENDORSEMENT

THIS ENDORSEMENT CONTAINS PROVISIONS WHICH MAY LIMIT OR PREVENT RECOVERY UNDER THIS POLICY FOR LOSS WHERE COSTS OR EXPENSES FOR DEBRIS REMOVAL ARE INCURRED.

Nothing contained in this Endorsement shall override any Seepage and/or Pollution and/or Contamination Exclusion or any Radioactive Contamination Exclusion or any other Exclusion applicable to this Policy.

Any provision within this Policy (or within any other Endorsement which forms part of this Policy) which insures debris removal is cancelled and replaced by the following:

1. In the event of direct physical damage to or destruction of property, for which Underwriters hereon agree to pay, or which but for the application of a deductible or underlying amount they would agree to pay (hereinafter referred to as "Damage or Destruction"), this Policy also insures, within the Sum Insured, subject to the limitations and method of calculation below, and to all the other terms and conditions of the Policy, costs or expenses;
 - (a) which are reasonably and necessarily incurred by the Assured in the removal, from the premises of the Assured at which the Damage or Destruction occurred, of debris which results from the Damage or Destruction; and
 - (b) of which the Assured becomes aware and advises the amount thereof to Underwriters hereon within one year of the commencement of such Damage or Destruction.
2. In calculating the amount, if any, payable under this Policy for loss where costs or expenses for removal of debris are incurred by the Assured (subject to the limitations in paragraph 1 above):
 - (a) the maximum amount of such costs or expenses that can be included in the method of calculation set out in (b) below shall be the greater of CAD \$25,000 (twenty-five thousand dollars) or 10% (ten percent) of the amount of the Damage or Destruction from which such costs or expenses result; and
 - (b) the amount of such costs or expenses as limited in (a) above shall be added to:
 - (i) the amount of the Damage or Destruction; and
 - (ii) all other amounts of loss, which arise as a result of the same occurrence, and for which Underwriters hereon also agree to pay, or which but for the application of a deductible or underlying amount they would agree to pay; and

the resulting sum shall be the amount to which any deductible or underlying amount to which this Policy is subject and the limit (or applicable sub-limit) of this Policy, shall be applied.

NMA2340
24/11/1988



ELECTRONIC DATE RECOGNITION EXCLUSION (EDRE)

This policy does not cover any loss, damage, cost, claim or expense, whether preventative, remedial or otherwise, directly or indirectly arising out of or relating to:

- a) the calculation, comparison, differentiation, sequencing or processing of data involving the date change to the year 2000, or any other date change, including leap year calculations, by any computer system, hardware, programme or software and/or any microchip, integrated circuit or similar device in computer equipment or non-computer equipment, whether the property of the insured or not; or
- b) any change, alteration, or modification involving the date change to the year 2000, or any other date change, including leap year calculations, to any such computer system, hardware, programme or software and/or any microchip, integrated circuit or similar device in computer equipment or non-computer equipment, whether the property of the insured or not.

This clause applies regardless of any other cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the loss, damage, cost, claim or expense.

EDRE
NMA2802
17/12/1997

BIOLOGICAL OR CHEMICAL MATERIALS EXCLUSION

It is agreed that this Insurance excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with the actual or threatened malicious use of pathogenic or poisonous biological or chemical materials regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence thereto.

NMA2962
06/02/2003

SEVERAL LIABILITY NOTICE

The subscribing insurers' obligations under contracts of insurance to which they subscribe are several and not joint and are limited solely to the extent of their individual subscriptions. The subscribing insurers are not responsible for the subscription of any co-subscribing insurer who for any reason does not satisfy all or part of its obligations.

LSW1001 (Insurance)
(08/94)

PROPERTY CYBER AND DATA EXCLUSION

- 1 Notwithstanding any provision to the contrary within this Policy or any endorsement thereto this Policy excludes any:
 - 1.1 Cyber Loss;
 - 1.2 loss, damage, liability, claim, cost, expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, contributed to by, resulting from, arising out of or in connection with any loss of use, reduction in functionality, repair, replacement, restoration or reproduction of any Data, including any amount pertaining to the value of such Data;regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence thereto.
- 2 In the event any portion of this endorsement is found to be invalid or unenforceable, the remainder shall remain in full force and effect.
- 3 This endorsement supersedes and, if in conflict with any other wording in the Policy or any endorsement thereto having a bearing on Cyber Loss or Data, replaces that wording.

Definitions

- 4 Cyber Loss means any loss, damage, liability, claim, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, contributed to by, resulting from, arising out of or in connection with any Cyber Act or Cyber Incident including, but not limited to, any action taken in controlling, preventing, suppressing or remediating any Cyber Act or Cyber Incident.
- 5 Cyber Act means an unauthorised, malicious or criminal act or series of related unauthorised, malicious or criminal acts, regardless of time and place, or the threat or hoax thereof involving access to, processing of, use of or operation of any Computer System.
- 6 Cyber Incident means:
 - 6.1 any error or omission or series of related errors or omissions involving access to, processing of, use of or operation of any Computer System; or
 - 6.2 any partial or total unavailability or failure or series of related partial or total unavailability or failures to access, process, use or operate any Computer System.
- 7 Computer System means:
 - 7.1 any computer, hardware, software, communications system, electronic device (including, but not limited to, smart phone, laptop, tablet, wearable device), server, cloud or microcontroller including any similar system or any configuration of the aforementioned and including any associated input, output, data storage device, networking equipment or back up facility,owned or operated by the Insured or any other party.
- 8 Data means information, facts, concepts, code or any other information of any kind that is recorded or transmitted in a form to be used, accessed, processed, transmitted or stored by a Computer System.

LMA5401

11 November 2019



CYBER and DATA TOTAL EXCLUSION ENDORSEMENT

(for attachment to International Liability forms)

1. Notwithstanding any provision to the contrary within this Policy or any endorsement thereto this Policy does not apply to any loss, damage, liability, claim, fines, penalties, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, contributed to by, resulting from, arising out of or in connection with any:
 - 1.1. **CYBER ACT or CYBER INCIDENT** including, but not limited to, any action taken in controlling, preventing, suppressing or remediating any **CYBER ACT or CYBER INCIDENT**; or
 - 1.2. loss of use, reduction in functionality, repair, replacement, restoration, reproduction, loss or theft of any **DATA**, including any amount pertaining to the value of such **DATA**,

regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence thereto.
2. In the event any portion of this endorsement is found to be invalid or unenforceable, the remainder shall remain in full force and effect.
3. If the Underwriters allege that by reason of this endorsement that loss sustained by the Insured is not covered by this Policy, the burden of proving the contrary shall be upon the Insured.

Definitions

COMPUTER SYSTEM means any computer, hardware, software, communications system, electronic device (including, but not limited to, smart phone, laptop, tablet, wearable device), server, cloud or microcontroller including any similar system or any configuration of the aforementioned and including any associated input, output, data storage device, networking equipment or back up facility, owned or operated by the Insured or any other party.

CYBER ACT means an unauthorised, malicious or criminal act or series of related unauthorised, malicious or criminal acts, regardless of time and place, or the threat or hoax thereof involving access to, processing of, use of or operation of any **COMPUTER SYSTEM**.

CYBER INCIDENT means:

- (a) any error or omission or series of related errors or omissions involving access to, processing of, use of or operation of any **COMPUTER SYSTEM**; or
- (b) any partial or total unavailability or failure or series of related partial or total unavailability or failures to access, process, use or operate any **COMPUTER SYSTEM**.

DATA means information, facts, concepts, code or any other information of any kind that is recorded or transmitted in a form to be used, accessed, processed, transmitted or stored by a **COMPUTER SYSTEM**.

LMA5468A

15 March 2023

TERRORISM EXCLUSION ENDORSEMENT

Notwithstanding any provision to the contrary within this insurance or any endorsement thereto it is agreed that this insurance excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with any act of terrorism regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence to the loss.

For the purpose of this endorsement an act of terrorism means an act, including but not limited to the use of force or violence and/or the threat thereof, of any person or group(s) of persons, whether acting alone or on behalf of or in connection with any organisation(s) or government(s), committed for political, religious, ideological or similar purposes including the intention to influence any government and/or to put the public, or any section of the public, in fear.

This endorsement also excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with any action taken in controlling, preventing, suppressing or in any way relating to any act of terrorism.

If the Underwriters allege that by reason of this exclusion, any loss, damage, cost or expense is not covered by this insurance the burden of proving the contrary shall be upon the Assured.

In the event any portion of this endorsement is found to be invalid or unenforceable, the remainder shall remain in full force and effect.

NMA2920
08/10/2001



COMMUNICABLE DISEASE ENDORSEMENT

(For use on property policies)

1. This policy, subject to all applicable terms, conditions and exclusions, covers losses attributable to direct physical loss or physical damage occurring during the period of insurance. Consequently and notwithstanding any other provision of this policy to the contrary, this policy does not insure any loss, damage, claim, cost, expense or other sum, directly or indirectly arising out of, attributable to, or occurring concurrently or in any sequence with a Communicable Disease or the fear or threat (whether actual or perceived) of a Communicable Disease.
2. For the purposes of this endorsement, loss, damage, claim, cost, expense or other sum, includes, but is not limited to, any cost to clean-up, detoxify, remove, monitor or test:
 - 2.1. for a Communicable Disease, or
 - 2.2. any property insured hereunder that is affected by such Communicable Disease.
3. As used herein, a Communicable Disease means any disease which can be transmitted by means of any substance or agent from any organism to another organism where:
 - 3.1. the substance or agent includes, but is not limited to, a virus, bacterium, parasite or other organism or any variation thereof, whether deemed living or not, and
 - 3.2. the method of transmission, whether direct or indirect, includes but is not limited to, airborne transmission, bodily fluid transmission, transmission from or to any surface or object, solid, liquid or gas or between organisms, and
 - 3.3. the disease, substance or agent can cause or threaten damage to human health or human welfare or can cause or threaten damage to, deterioration of, loss of value of, marketability of or loss of use of property insured hereunder.
4. This endorsement applies to all coverage extensions, additional coverages, exceptions to any exclusion and other coverage grant(s).

All other terms, conditions and exclusions of the policy remain the same.

LMA5393
25 March 2020

SERVICE OF SUIT CLAUSE (CANADA)

(Action against Insurer)

In any action to enforce the obligations of the Underwriters they can be designated or named as "Lloyd's Underwriters" and such designation shall be binding on the Underwriters as if they had each been individually named as defendant. Service of such proceedings may validly be made upon the Attorney in Fact in Canada for Lloyd's Underwriters at: Royal Bank Plaza South Tower, 200 Bay Street, Suite 2930, P.O. Box 51 Toronto, Ontario M5J 2J2. In addition, Quebec Legal proceedings may be served to c/o Blake, Cassels & Graydon LLP, One Place Ville Marie, Suite 3000, Montreal, Quebec H3B 4N8

LMA5028B
15 April 2022

LLOYD'S UNDERWRITERS' POLICYHOLDERS' COMPLAINT PROTOCOL

Lloyd's strives to enhance your customer experience with us through superior service and innovative insurance products.

We have developed a formal complaint handling protocol in accordance with the Insurance Companies Act of Canada to ensure your concerns as our valued customer are addressed expeditiously by our representatives. This protocol will assist you in understanding the steps we will undertake to help resolve any dispute which may arise with our product or service. All complaints will be handled in a professional manner. All complaints will be investigated, acted upon, and responded to in writing or by telephone by a Lloyd's representative promptly after the receipt of the complaint. If you are not satisfied with our products or services, you can take the following steps to address the issue:

- Firstly, please contact the broker who arranged the insurance on your behalf about your concerns so that he or she may have the opportunity to help resolve the situation.
- If your broker is unable to help resolve your concerns, we ask that you provide us in writing an outline of your complaint along with the name of your broker and your policy number.

Please forward your complaint to:

Lloyd's Underwriters

Attention: Complaints Officer:

1155 rue Metcalfe, Suite 2220, Montréal (Québec) H3B 2V6

Tel: 1-877-455-6937 - Fax: (514) 861-0470

E-mail: info@lloyds.ca

Your complaint will be directed to the appropriate business contact for handling. They will write to you within two business days to acknowledge receipt of your complaint and to let you know when you can expect a full response. If need be, we will also engage internal staff in Lloyd's Policyholder and Market Assistance Department in London, England, who will respond directly to you, and in the last stages, they will issue a final letter of position on your complaint.

In the event that your concerns are still not addressed to your satisfaction, you have the right to continue your pursuit to have your complaint reviewed by the following organizations:

General Insurance OmbudService (GIO): assists in the resolution of conflicts between insurance customers and their insurance companies. The GIO can be reached at:

Toll free number: 1-877-225-0446

www.giocanada.org

For Quebec clients:

Autorité des marchés financiers (AMF): The regulation of insurance companies in Quebec is administered by the AMF. If you remain dissatisfied with the manner in which your complaint has been handled, or with the results of the

complaint protocol, you may send your complaint to the AMF who will study your file and who may recommend mediation, if it deems this action appropriate and if both parties agree to it. The AMF can be reached at

Toll Free: 1-877-525-0337

Québec: (418) 525-0337

Montréal: (514) 395-0311

www.lautorite.qc.ca

If you have a complaint specifically about Lloyd's Underwriters' complaints handling procedures you may contact the FCAC.

Financial Consumer Agency of Canada (FCAC) provides consumers with accurate and objective information about financial products and services, and informs Canadians of their rights and responsibilities when dealing with financial institutions. FCAC also ensures compliance with the federal consumer protection laws that apply to banks and federally incorporated trust, loan and insurance companies. The FCAC does not get involved in individual disputes. The FCAC can be reached at:

427 Laurier Avenue West, 6th Floor, Ottawa ON K1R 1B9

Services in English: 1-866-461-FCAC (3222)

Services in French: 1-866-461-ACFC (2232)

www.fcac-acfc.gc.ca

09/14

LSW1542F



NOTICE CONCERNING PERSONAL INFORMATION

Introduction:

This notice describes how Lloyd's Canada, as a data controller, collects, uses, shares and retains the personal information you provide and informs you about your choices regarding use, access and correction of your personal information. Lloyd's is committed to ensuring that any personal data it receives is protected and handled in accordance with applicable data protection laws.

Consent to Collection:

By purchasing insurance or filing a claim on a policy issued by Lloyd's Underwriters in Canada, ("Lloyd's"), a customer provides Lloyd's with their consent to the collection, use and disclosure of personal information. Consent is subject to the customer's understanding of the nature, purpose, and consequences of the collection, use or disclosure of their personal information.

How we Collect Information:

We receive policy and claim information from sources such as: Lloyd's Coverholders, Lloyd's Managing Agents, insurance brokers, claims adjusters, and other insurance intermediaries.

What personal information we process about you and how it is used:

Information is collected and stored for the following purposes:

- the communication with Lloyd's policyholders
- the underwriting of policies
- the evaluation of claims
- the analysis of business results
- purposes required or authorized by law

We collect, process and store the following personal information about you:

- Name
- Address including postal code and country
- Policy number
- Claim number
- Claim details

We also collect information about you when you visit www.lloyds.com. Further details can be found on our online Privacy & Cookies policy at [Privacy – Lloyd's \(lloyds.com\)](#)

We will not use your personal information for marketing purposes and we will not sell your personal information to other parties.

Who we disclose your information to

For our general business administration, efficiency, and accuracy purposes, your personal information might be shared among certain Lloyd's offices. In order to properly manage the Lloyd's market and exercise certain supervisory powers, we may share your personal information with the Lloyd's Market Participants. For example, to successfully resolve any complaint, we will require all relevant information about your coverage and concerns.

To help manage our business and deliver services, we may share your personal information with third party service providers such as IT suppliers and business services. We require all our service providers to respect the confidentiality and security of personal data.

We may be under legal or regulatory obligations to share your personal data with Canadian courts, regulators, and law enforcement bodies.

Personal information collected by Lloyd's may be stored in several provinces within Canada, as well as sent for processing to Lloyd's offices in international locations such as the United States, the United Kingdom and the European Union. The collection, use and disclosure of personal information will be subject to the laws of those jurisdictions. By communicating personal information to us, for the purchase of insurance products or filing claims, you hereby consent to disclosing such personal information as may be required by the laws of that jurisdiction

For the purposes described above, personal information may be disclosed to Lloyd's related or affiliated organisations or companies, their agents/mandataries, and to certain IT suppliers and business services providers. As some of these entities and Business Services Providers may be located outside of Canada, including in the United States of America or another foreign jurisdiction such as the United Kingdom and the European Union, the collection, use and disclosure of personal information will be subject to the laws of that jurisdiction. By communicating personal information to us, for the purchase of insurance products or filing claims, you hereby consent to these entities and Business Services Providers located outside of Canada to disclosing such personal information as required by the laws of that jurisdiction.

Use or disclosure without consent or further notification

Personal information may be used for a purpose other than those for which it was originally collected, without the consent, in the following situations:

- Legitimate business purposes: When it is necessary for the supply or delivery of a product or the provision of a service you have requested. We may also be required to share information to investigate allegations of fraud; where permitted or required by law; to protect and defend legal claims; and, at the request of government institutions in accordance with applicable laws.
- Interest of the individual: When it is clearly used for your benefit.
- Research, data analytics and AI. Only if it is used for purposes consistent with those it was collected, for study or research purposes, or for statistical purposes (where if the information has been de-identified).

Retention

We retain personal information for the purposes described above, for so long as is necessary to achieve those purposes. We will also retain information for so long as required by or regulatory obligations or by law.

Your rights

You have certain rights as an individual which you can exercise in relation to the information we hold about you. If you make a request to exercise any of your rights, we reserve the right to ask you for a proof of your identity. We aim to acknowledge your request as soon as possible and will address your query within one month from your request.

You have the following rights:

The right to access

You are entitled to a confirmation to how we are processing your data, a copy of your data, and information about the purposes of processing, who do we disclose it to, whether we transfer it abroad and how we protect it, how long we keep it for, what rights you have, where we got your data from and how you can make a complaint.

We may have to decline a request due to legal restrictions. This could include, but are not limited to:

- the information is subject to solicitor/client privilege,
- providing the information would reveal personal information about a third party, or
- providing the information could compromise the investigation of a claim.

The right to rectification

If you believe the personal information we hold about you is inaccurate or incomplete, you can request for it to be rectified.

The right to be forgotten

If you withdraw your consent, terminate a contract with us or you believe the personal information is no longer necessary for the purposes for which it was collected, you may request your data to be deleted. However, this will need to be balanced against other factors. For example, there may be certain regulatory obligations which may prevent us from completing your request.

The right to data portability

If we collected your information under a contract or your consent, you can request from us to transfer your personal information to provide it to another third party of your choice.

The right to withdraw consent

If we processed your personal information under your consent, you can withdraw consent to the communication or use of the information collected; assuming it is no longer needed for the purposes it was collected.

How to access your information and/or contact us

For further information about Lloyd's management of personal information or to request, access, corrections, deletion, or to make a complaint, please contact:

Lloyd's Underwriters
Attention: Nicole Seymour, Privacy Officer
Royal Bank Plaza South Tower, 200 Bay Street, Suite 2930,
P.O. Box 51 Toronto, Ontario M5J 2J2
Tel: 1-416-360-1512
E-mail: LloydsCanada@lloyds.com

08/23
LSW1543E

30 DAY CANCELLATION CLAUSE

NOTWITHSTANDING anything contained in this Insurance to the contrary this Insurance may be cancelled by the Assured at any time by written notice or by surrendering of this contract of insurance. This Insurance may also be

cancelled by or on behalf of the Underwriters by delivering to the Assured or by mailing to the Assured, by registered, certified or other first class mail, at the Assured's address as shown in this Insurance, written notice stating when, not less than 30 days thereafter, the cancellation shall be effective. The mailing of notice as aforesaid shall be sufficient proof of notice and this Insurance shall terminate at the date and hour specified in such notice.

If this Insurance shall be cancelled by the Assured the Underwriters shall retain the customary short rate proportion of the premium hereon, except that if this Insurance is on an adjustable basis the Underwriters shall receive the earned premium hereon or the customary short rate proportion of any minimum premium stipulated herein whichever is the greater.

If this Insurance shall be cancelled by or on behalf of the Underwriters the Underwriters shall retain the pro rata proportion of the premium hereon, except that if this Insurance is on an adjustable basis the Underwriters shall receive the earned premium hereon or the pro rata proportion of any minimum premium stipulated herein whichever is the greater.

Payment or tender of any unearned premium by the Underwriters shall not be a condition precedent to the effectiveness of Cancellation but such payment shall be made as soon as practicable.

If the period of limitation relating to the giving of notice is prohibited or made void by any law controlling the construction thereof, such period shall be deemed to be amended so as to be equal to the minimum period of limitation permitted by such law.

NMA 1331
20/04/1961



SHORT RATE CANCELLATION TABLE

Short Rate Cancellation. If the attached provisions provide for cancellation, the table below will be used to calculate the short rate proportion of the premium when applicable under the terms of cancellation.

Short Rate Cancellation Table For Term of One Year.

Days Insurance in Force	Per Cent of one year Premium	Days Insurance in Force	Per Cent of one year Premium	Days Insurance in Force	Per Cent of one year Premium	Days Insurance in Force	Per Cent of one year Premium
1	5%	66 - 69	29%	154 - 156	53%	256 - 260	77%
2	6	70 - 73	30	157 - 160	54	261 - 264	78
3 - 4	7	74 - 76	31	161 - 164	55	265 - 269	79
5 - 6	8	77 - 80	32	165 - 167	56	270 - 273 (9 mos)	80
7 - 8	9	81 - 83	33	168 - 171	57	274 - 278	81
9 - 10	10	84 - 87	34	172 - 175	58	279 - 282	82
11 - 12	11	88 - 91 (3 mos)	35	176 - 178	59	283 - 287	83
13 - 14	12	92 - 94	36	179 - 182 (6 mos)	60	288 - 291	84
15 - 16	13	95 - 98	37	183 - 187	61	292 - 296	85
17 - 18	14	99 - 102	38	188 - 191	62	297 - 301	86
19 - 20	15	103 - 105	39	192 - 196	63	302 - 305 (10 mos)	87
21 - 22	16	106 - 109	40	197 - 200	64	306 - 310	88
23 - 25	17	110 - 113	41	201 - 205	65	311 - 314	89
26 - 29	18	114 - 116	42	206 - 209	66	315 - 319	90
30 - 32 (1 mos)	19	117 - 120	43	210 - 214 (7 mos)	67	320 - 323	91
33 - 36	20	121 - 124 (4 mos)	44	215 - 218	68	324 - 328	92
37 - 40	21	125 - 127	45	219 - 223	69	329 - 332	93
41 - 43	22	128 - 131	46	224 - 228	70	333 - 337 (11 mos)	94
44 - 47	23	132 - 135	47	229 - 232	71	338 - 342	95
48 - 51	24	136 - 138	48	233 - 237	72	343 - 346	96
52 - 54	25	139 - 142	49	238 - 241	73	347 - 351	97
55 - 58	26	143 - 146	50	242 - 246 (8 mos)	74	352 - 355	98
59 - 62 (2 mos)	27	147 - 149	51	247 - 250	75	356 - 360	99
63 - 65	28	150 - 153 (5 mos)	52	251 - 255	76	361 - 365 (12 mos)	100

Rules applicable to insurance with terms less than or more than one year:

- A. If insurance has been in force for one year or less, apply the short rate table for annual insurance to the full annual premium determined as for insurance written for a term of one year.
- B. If insurance has been in force for more than one year:
 1. Determine full annual premium as for insurance written for a term of one year.
 2. Deduct such premium from the full insurance premium, and on the remainder calculate the pro rata earned premium on the basis of the ratio of the length of time beyond one year the insurance has been in force to the length of time beyond one year for which the policy was written.
 3. Add premium produced in accordance with items (1) and (2) to obtain earned premium during full period insurance has been in force.

Code of Consumer Rights and Responsibilities

Insurers (including Lloyd's Underwriters), along with the brokers and agents who sell home, auto and business insurance are committed to safeguarding your rights both when you shop for insurance and when you submit a claim following a loss. Your rights include the right to be informed fully, to be treated fairly, to timely complaint resolution, and to privacy. These rights are grounded in the contract between you and your insurer and the insurance laws of your province. With rights, however, come responsibilities including, for example, the expectation that you will provide complete and accurate information to your insurer. Your policy outlines other important responsibilities. Insurers and their distribution networks, and governments also have important roles to play in ensuring that your rights are protected.

Right to Be Informed

You can expect to access clear information about your policy, your coverage, and the claims settlement process. You have the right to an easy-to-understand explanation of how insurance works and how it will meet your needs. You also have a right to know how insurers calculate price based on relevant facts. Under normal circumstances, insurers will advise an insurance customer or the customer's intermediary of changes to, or the cancellation of a policy within a reasonable prescribed period prior to the expiration of the policy, if the customer provides information required for determining renewal terms of the policy within the time prescribed, which could vary by province, but is usually 45 days prior to expiry of the policy.

You have the right to ask who is providing compensation to your broker or agent for the sale of your insurance. Your broker or agent will provide information detailing for you how he or she is paid, by whom, and in what ways.

You have a right to be told about insurers' compensation arrangements with their distribution networks. You have a right to ask the broker or agent with whom you deal for details of how and by whom it is being paid. Brokers and agents are committed to providing information relating to ownership, financing, and other relevant facts.

Responsibility to Ask Questions and Share Information

To safeguard your right to purchase appropriate coverage at a competitive price, you should ask questions about your policy so that you understand what it covers and what your obligations are under it. You can access information through one-on-one meetings with your broker or agent. You have the option to shop the marketplace for the combination of coverages and service levels that best suits your insurance needs. To maintain your protection against loss, you must promptly inform your broker or agent of any change in your circumstances.

Right to Complaint Resolution

Insurers, their brokers and agents are committed to high standards of customer service. If you have a complaint about the service you have received, you have a right to access Lloyd's Underwriters' complaint

resolution process for Canada. Your agent or broker can provide you with information about how you can ensure that your complaint is heard and promptly handled. Consumers may also contact their respective provincial insurance regulator for information. Lloyd's is a member of an independent complaint resolution office, the General Insurance OmbudService.

Responsibility to Resolve Disputes

You should always enter into the dispute resolution process in good faith, provide required information in a timely manner, and remain open to recommendations made by independent observers as part of that process.

Right to Professional Service

You have the right to deal with insurance professionals who exhibit a high ethical standard, which includes acting with honesty, integrity, fairness and skill. Brokers and agents must exhibit extensive knowledge of the product, its coverages and its limitations in order to best serve you.

Right to Privacy

Because it is important for you to disclose any and all information required by an insurer to provide the insurance coverage that best suits you, you have the right to know that your information will be used for the purpose set out in the privacy statement made available to you by your broker, agent or insurance representative. This information will not be disclosed to anyone except as permitted by law. You should know that Lloyd's Underwriters are subject to Canada's privacy laws - with respect to their business in Canada.

10/12
LSW1565C

INSTITUTE RADIOACTIVE CONTAMINATION, CHEMICAL, BIOLOGICAL, BIO-CHEMICAL AND ELECTROMAGNETIC WEAPONS EXCLUSION CLAUSE

This clause shall be paramount and shall override anything contained in this insurance inconsistent therewith

1. In no case shall this insurance cover loss damage liability or expense directly or indirectly caused by or contributed to by or arising from
 - 1.1 ionising radiations from or contamination by radioactivity from any nuclear fuel or from any nuclear waste or from the combustion of nuclear fuel
 - 1.2 the radioactive, toxic, explosive or other hazardous or contaminating properties of any nuclear installation, reactor or other nuclear assembly or nuclear component thereof
 - 1.3 any weapon or device employing atomic or nuclear fission and/or fusion or other like reaction or radioactive force or matter

the radioactive, toxic, explosive or other hazardous or contaminating properties of any radioactive matter. The exclusion in this sub-clause does not extend to radioactive isotopes, other than nuclear fuel, when such isotopes are being prepared, carried, stored, or used for commercial, agricultural, medical, scientific or other similar peaceful purposes

any chemical, biological, bio-chemical, or electromagnetic weapon.

CL370

10/11/2003

CONDITIONS

The conditions as set out below apply to all of the perils insured by this policy either as STATUTORY CONDITIONS or as contractual conditions as the law may require.

STATUTORY CONDITIONS/CONDITIONS

Misrepresentation

1. If a person applying for insurance falsely describes the property to the prejudice of the insurer, or misrepresents or fraudulently omits to communicate any circumstance that is material to be made known to the insurer in order to enable it to judge of the risk to be undertaken, the contract is void as to any property in relation to which the misrepresentation or omission is material.

Property of Others

2. Unless otherwise specifically stated in the contract, the insurer is not liable for loss or damage to property owned by any person other than the insured, unless the interest of the insured therein is stated in the contract.

Change of Interest

3. The insurer is liable for loss or damage occurring after an authorized assignment under the *Bankruptcy Act* (Canada) or change of title by succession, by operation of law, or by death.

Material Change

4. Any change material to the risk and within the control and knowledge of the insured avoids the contract as to the part affected thereby, unless the change is promptly notified in writing to the insurer or its local agent, and the insurer when so notified may return the unearned portion, if any, of the premium paid and cancel the contract, or may notify the insured in writing that, if the insured desires the contract to continue in force, the insured must, within fifteen days of the receipt of the notice, pay to the insurer an additional premium, and in default of such payment the contract is no longer in force and the insurer shall return the unearned portion, if any, of the premium paid.

Termination

5.
 1. This contract may be terminated,
 - (a) by the insurer giving to the insured fifteen days' notice of termination by registered mail or five days' written notice of termination personally delivered;
 - (b) by the insured at any time on request.
 2. Where this contract is terminated by the insurer,
 - (a) the insurer shall refund the excess of premium actually paid by the insured over the *pro rata* premium for the expired time, but, in no event, shall the *pro rata* premium for the expired time be deemed to be less than any minimum retained premium specified; and
 - (b) the refund shall accompany the notice unless the premium is subject to adjustment or determination as to amount, in which case the refund shall be made as soon as practicable.
 3. Where this contract is terminated by the insured, the insurer shall refund as soon as practicable the excess of the premium actually paid by the insured over the short rate premium for the expired time, but in no event shall the short rate premium for the expired time be deemed to be less than any minimum retained premium

specified.

4. The refund may be made by money, postal or express company money order or cheque payable at par.
5. The fifteen days mentioned in clause 1(a) of this condition commences to run on the day following the receipt of the registered letter at the post office to which it is addressed.

Requirements After Loss

6. 1. Upon the occurrence of any loss of or damage to the insured property, the insured shall, if the loss or damage is covered by the contract, in addition to observing the requirements of conditions 9, 10 and 11,
 - (a) forthwith give notice thereof in writing to the insurer;
 - (b) deliver as soon as practicable to the insurer a proof of loss verified by a statutory declaration,
 - (i) giving a complete inventory of the destroyed and damaged property and showing in detail quantities, costs, actual cash value and particulars of amount of loss claimed,
 - (ii) stating when and how the loss occurred, and if caused by fire or explosion due to ignition, how the fire or explosion originated, so far as the insured knows or believes,
 - (iii) stating that the loss did not occur through any wilful act or neglect or the procurement, means or connivance of the insured,
 - (iv) showing the amount of other insurances and the names of other insurers,
 - (v) showing the interest of the insured and of all others in the property with particulars of all liens, encumbrances and other charges upon the property,
 - (vi) showing any changes in title, use, occupation, location, possession or exposures of the property since the issue of the contract,
 - (vii) showing the place where the property insured was at the time of loss;
 - (c) if required, give a complete inventory of undamaged property and showing in detail quantities, cost, actual cash value;
 - (d) if required and if practicable, produce books of account, warehouse receipts and stock lists, and furnish invoices and other vouchers verified by statutory declaration, and furnish a copy of the written portion of any other contract.
2. The evidence furnished under clauses 1(c) and (d) of this condition shall not be considered proofs of loss within the meaning of conditions 12 and 13.

Fraud

7. Any fraud or wilfully false statement in a statutory declaration in relation to any of the above particulars, vitiates the claim of the person making the declaration.

Who May Give Notice and Proof

8. Notice of loss may be given and proof of loss may be made by the agent of the insured named in the contract in case of absence or inability of the insured to give the notice or make the proof, and absence or inability being satisfactorily accounted for, or in the like case, or if the insured refuses to do so, by a person to whom any part of the insurance money is payable.

Salvage

9. 1. The insured, in the event of any loss or damage to any property insured under the contract, shall take all reasonable steps to prevent further damage to such property so damaged and to prevent damage to other property insured hereunder including, if necessary, its removal to prevent damage or further damage thereto.
2. The insurer shall contribute *pro rata* towards any reasonable and proper expenses in connection with steps taken by the insured and required under subparagraph (1) of this condition according to the respective interests of the parties.

Entry, Control, Abandonment

10. After loss or damage to insured property, the insurer has an immediate right of access and entry by accredited agents sufficient to enable them to survey and examine the property, and to make an estimate of the loss or damage, and, after the insured has secured the property, a further right of access and entry sufficient to enable them to make appraisal or particular estimate of the loss or damage, but the insurer is not entitled to the control or possession of the insured property, and without the consent of the insurer there can be no abandonment to it of insured property.

Appraisal

11. In the event of disagreement as to the value of the property insured, the property saved or the amount of the loss, those questions shall be determined by appraisal as provided under the *Insurance Act* before there can be any recovery under this contract whether the right to recover on the contract is disputed or not, and independently of all other questions. There shall be no right to an appraisal until a specific demand therefor is made in writing and until after proof of loss has been delivered.

When Loss Payable

12. The loss is payable within sixty days after completion of the proof of loss, unless the contract provides for a shorter period.

Replacement

13. 1. The insurer, instead of making payment, may repair, rebuild, or replace the property damaged or lost, giving written notice of its intention so to do within thirty days after receipt of the proofs of loss.
2. In that event the insurer shall commence to so repair, rebuild, or replace the property within forty-five days after receipt of the proofs of loss, and shall thereafter proceed with all due diligence to the completion thereof.

Action

14. Every action or proceeding against the insurer for the recovery of a claim under or by virtue of this contract is absolutely barred unless commenced within one year* next after the loss or damage occurs.

* Two years in the Province of Manitoba and the Northwest and Yukon Territories.

Saskatchewan Statutory Condition 14 is repealed. See The Limitations Act, S.S. 2004, c.L-16.1.



Notice

15. Any written notice to the insurer may be delivered at, or sent by registered mail to, the chief agency or head office of the insurer in the Province. Written notice may be given to the insured named in the contract by letter personally delivered to the insured or by registered mail addressed to the insured at the insured's latest post office address as notified to the insurer. In this condition, the expression "registered" means registered in or outside Canada.

ADDITIONAL CONDITIONS

Notice to Authorities

1. Where the loss is due to malicious acts, burglary, robbery, theft, or attempt thereat, or is suspected to be so due, the Insured shall give immediate notice thereof to the police or other authorities having jurisdiction.

No Benefit to Bailee

2. It is warranted by the Insured that this insurance shall in no way enure directly or indirectly to the benefit of any carrier or other bailee.

Pair and Set

3. In the case of loss of or damage to any article or articles, whether scheduled or unscheduled which are a part of a set, the measure of loss of or damage to such article or articles shall be a reasonable and fair proportion of the total value of the set, but in no event shall such loss or damage be construed to mean total loss of set.

Parts

4. In the case of loss of or damage to any part of the insured property whether scheduled or unscheduled, consisting, when complete for use, of several parts, the Insurer is not liable for more than the insured value of the part lost or damaged, including the cost of installation.

Sue and Labour

5. It is the duty of the insured in the event that any property insured hereunder is lost to take all reasonable steps in and about the recovery of such property. The Insurer shall contribute pro rata towards any reasonable and proper expenses in connection with the foregoing according to the respective interests of the parties.

Basis of Settlement

6. Unless otherwise provided, the Insurer is not liable beyond the actual cash value of the property at the time any loss or damage occurs and the loss or damage shall be ascertained or estimated according to such actual cash value with proper deduction for depreciation, however caused, and shall in no event exceed what it would then cost to repair or replace the same with material of like kind and quality.

Subrogation

7. The insurer, upon making any payment or assuming liability therefore under this Policy, shall be subrogated to all rights of recovery of the Insured against any person, and may bring action in the name of the Insured to enforce such rights. Where the net amount recovered after deducting the costs of recovery is not sufficient to provide a complete indemnity for the loss or damage suffered, that amount shall be divided between the Insurer and the Insured in the proportions in which the loss or damage has been borne by them respectively.

6/05
LSW1193A

STATUTORY CONDITIONS

(Alberta)

(Applicable only if the Named Insured Address on the Certificate of Insurance is in Alberta)

Misrepresentation

1. If a person applying for insurance falsely describes the property to the prejudice of the insurer, or misrepresents or fraudulently omits to communicate any circumstance that is material to be made known to the insurer in order to enable it to judge the risk to be undertaken, the contract is void as to any property in relation to which the misrepresentation or omission is material.

Property of others

2. The insurer is not liable for loss or damage to property owned by a person other than the insured unless
 - (a) otherwise specifically stated in the contract, or
 - (b) the interest of the insured in that property is stated in the contract.

Change of interest

3. The insurer is liable for loss or damage occurring after an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or a change of title by succession, by operation of law or by death.

Material change in risk

4.
 - (1) The insured must promptly give notice in writing to the insurer or its agent of a change that is
 - (a) material to the risk, and
 - (b) within the control and knowledge of the insured.
 - (2) If an insurer or its agent is not promptly notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the contract is void as to the part affected by the change.
 - (3) If an insurer or its agent is notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the insurer may
 - (a) terminate the contract in accordance with Statutory Condition 5,or
 - (b) notify the insured in writing that, if the insured desires the contract to continue in force, the insured must, within 15 days after receipt of the notice, pay to the insurer an additional premium specified in the notice.

- (4) If the insured fails to pay an additional premium when required to do so under subparagraph (3) (b) of this condition, the contract is terminated at that time and Statutory Condition 5 (2) (a) applies in respect of the unearned portion of the premium.

Termination of insurance

- 5. (1) The contract may be terminated
 - (a) by the insurer giving to the insured 15 days' notice of termination by registered mail or 5 days' written notice of termination personally delivered, or
 - (b) by the insured at any time on request.
- (2) If the contract is terminated by the insurer,
 - (a) the insurer must refund the excess of premium actually paid by the insured over the prorated premium for the expired time, but in no event may the prorated premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract, and
 - (b) the refund must accompany the notice unless the premium is subject to adjustment or determination as to amount, in which case the refund must be made as soon as practicable.
- (3) If the contract is terminated by the insured, the insurer must refund as soon as practicable the excess of premium actually paid by the insured over the short rate premium for the expired time specified in the contract, but in no event may the short rate premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract.
- (4) The 15 day period referred to in subparagraph (1) (a) of this condition starts to run on the day the registered letter or notification of it is delivered to the insured's postal address.

Requirements after loss

- 6. (1) On the happening of any loss of or damage to insured property, the insured must, if the loss or damage is covered by the contract, in addition to observing the requirements of Statutory Condition 9,
 - (a) immediately give notice in writing to the insurer,
 - (b) deliver as soon as practicable to the insurer a proof of loss in respect of the loss or damage to the insured property verified by statutory declaration,
 - (i) giving a complete inventory of that property and showing in detail quantities and cost of that property and particulars of the amount of loss claimed,
 - (ii) stating when and how the loss occurred, and if caused by fire or explosion due to ignition, how the fire or explosion originated, so far as the insured knows or believes,
 - (iii) stating that the loss did not occur through any wilful act or neglect or the procurement, means or connivance of the insured,

- (iv) stating the amount of other insurances and the names of other insurers,
 - (v) stating the interest of the insured and of all others in that property with particulars of all liens, encumbrances and other charges on that property,
 - (vi) stating any changes in title, use, occupation, location, possession or exposure of the property since the contract was issued, and
 - (vii) stating the place where the insured property was at the time of loss,
- (c) if required by the insurer, give a complete inventory of undamaged property showing in detail quantities and cost of that property, and
- (d) if required by the insurer and if practicable,
 - (i) produce books of account and inventory lists,
 - (ii) furnish invoices and other vouchers verified by statutory declaration, and
 - (iii) furnish a copy of the written portion of any other relevant contract.
- (2) The evidence given, produced or furnished under subparagraph (1) (c) and (d) of this condition must not be considered proofs of loss within the meaning of Statutory Conditions 12 and 13.

Fraud

7. Any fraud or wilfully false statement in a statutory declaration in relation to the particulars required under Statutory Condition 6 invalidates the claim of the person who made the declaration.

Who may give notice and proof

8. Notice of loss under Statutory Condition 6 (1) (a) may be given and the proof of loss under Statutory Condition 6 (1) (b) may be made
- (a) by the agent of the insured, if
 - (i) the insured is absent or unable to give the notice or make the proof, and
 - (ii) the absence or inability is satisfactorily accounted for, or
 - (b) by a person to whom any part of the insurance money is payable, if the insured refuses to do so or in the circumstances described in clause (a) of this condition.

Salvage

9. (1) In the event of loss or damage to insured property, the insured must take all reasonable steps to prevent further loss or damage to that property and to prevent loss or damage to other property insured under the contract, including, if necessary, removing the property to prevent loss or damage or further loss or damage to the property.

- (2) The insurer must contribute on a prorated basis towards any reasonable and proper expenses in connection with steps taken by the insured under subparagraph (1) of this condition.

Entry, control, abandonment

10. After loss or damage to insured property, the insurer has
- (a) an immediate right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to survey and examine the property, and to make an estimate of the loss or damage, and
 - (b) after the insured has secured the property, a further right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to appraise or estimate the loss or damage, but
 - (i) without the insured's consent, the insurer is not entitled to the control or possession of the insured property, and
 - (ii) without the insurer's consent, there can be no abandonment to it of the insured property.

In case of disagreement

11. (1) In the event of disagreement as to the value of the insured property, the value of the property saved, the nature and extent of the repairs or replacements required or, if made, their adequacy, or the amount of the loss or damage, those questions must be determined using the applicable dispute resolution process set out in the *Insurance Act*, whether or not the insured's right to recover under the contract is disputed, and independently of all other questions.
- (2) There is no right to a dispute resolution process under this condition until
- (a) a specific demand is made for it in writing, and
 - (b) the proof of loss has been delivered to the insurer.

When loss payable

12. Unless the contract provides for a shorter period, the loss is payable within 60 days after the proof of loss is completed in accordance with Statutory Condition 6 and delivered to the insurer.

Repair or replacement

13. (1) Unless a dispute resolution process has been initiated, the insurer, instead of making payment, may repair, rebuild or replace the insured property lost or damaged, on giving written notice of its intention to do so within 30 days after receiving the proof of loss.
- (2) If the insurer gives notice under subparagraph (1) of this condition, the insurer must begin to repair, rebuild or replace the property within 45 days after receiving the proof of loss, and must proceed with all due diligence to complete the work within a reasonable time.

Notice

14. (1) Written notice to the insurer may be delivered at, or sent by recorded mail to, the chief agency or head office of the insurer in the province.
- (2) Written notice to the insured may be personally delivered at, or sent by recorded mail addressed to, the insured's last known address as provided to the insurer by the insured.

23/09/22
LSW1814A

STATUTORY CONDITIONS (British Columbia)

(Applicable only if the Named Insured Address on the Certificate of Insurance is in British Columbia)

Misrepresentation

1. If a person applying for insurance falsely describes the property to the prejudice of the insurer, or misrepresents or fraudulently omits to communicate any circumstance that is material to be made known to the insurer in order to enable it to judge the risk to be undertaken, the contract is void as to any property in relation to which the misrepresentation or omission is material.

Property of others

2. The insurer is not liable for loss or damage to property owned by a person other than the insured unless
 - (a) otherwise specifically stated in the contract, or
 - (b) the interest of the insured in that property is stated in the contract.

Change of interest

3. The insurer is liable for loss or damage occurring after an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or a change of title by succession, by operation of law or by death.

Material change in risk

4.
 - (1) The insured must promptly give notice in writing to the insurer or its agent of a change that is
 - (a) material to the risk, and
 - (b) within the control and knowledge of the insured.
 - (2) If an insurer or its agent is not promptly notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the contract is void as to the part affected by the change.
 - (3) If an insurer or its agent is notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the insurer may
 - (a) terminate the contract in accordance with Statutory Condition 5,or
 - (b) notify the insured in writing that, if the insured desires the contract to continue in force, the insured must, within 15 days after receipt of the notice, pay to the insurer an additional premium specified in the notice.
 - (4) If the insured fails to pay an additional premium when required to do so under subparagraph (3) (b) of this condition, the contract is terminated at that time and Statutory Condition 5 (2) (a) applies in respect of the unearned portion of the premium.

Termination of insurance

5.
 - (1) The contract may be terminated
 - (a) by the insurer giving to the insured 15 days' notice of termination by registered mail or 5 days' written notice of termination personally delivered, or
 - (b) by the insured at any time on request.
 - (2) If the contract is terminated by the insurer,
 - (a) the insurer must refund the excess of premium actually paid by the insured over the prorated premium for the expired time, but in no event may the prorated premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract, and
 - (b) the refund must accompany the notice unless the premium is subject to adjustment or determination as to amount, in which case the refund must be made as soon as practicable.
 - (3) If the contract is terminated by the insured, the insurer must refund as soon as practicable the excess of premium actually paid by the insured over the short rate premium for the expired time specified in the contract, but in no event may the short rate premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract.
 - (4) The 15 day period referred to in subparagraph (1) (a) of this condition starts to run on the day the registered letter or notification of it is delivered to the insured's postal address.

Requirements after loss

6.
 - (1) On the happening of any loss of or damage to insured property, the insured must, if the loss or damage is covered by the contract, in addition to observing the requirements of Statutory Condition 9,
 - (a) immediately give notice in writing to the insurer,
 - (b) deliver as soon as practicable to the insurer a proof of loss in respect of the loss or damage to the insured property verified by statutory declaration,
 - (i) giving a complete inventory of that property and showing in detail quantities and cost of that property and particulars of the amount of loss claimed,
 - (ii) stating when and how the loss occurred, and if caused by fire or explosion due to ignition, how the fire or explosion originated, so far as the insured knows or believes,
 - (iii) stating that the loss did not occur through any wilful act or neglect or the procurement, means or connivance of the insured,
 - (iv) stating the amount of other insurances and the names of other insurers,

- (v) stating the interest of the insured and of all others in that property with particulars of all liens, encumbrances and other charges on that property,
- (vi) stating any changes in title, use, occupation, location, possession or exposure of the property since the contract was issued, and
- (vii) stating the place where the insured property was at the time of loss,
- (c) if required by the insurer, give a complete inventory of undamaged property showing in detail quantities and cost of that property, and
- (d) if required by the insurer and if practicable,
 - (i) produce books of account and inventory lists,
 - (ii) furnish invoices and other vouchers verified by statutory declaration, and
 - (iii) furnish a copy of the written portion of any other relevant contract.
- (2) The evidence given, produced or furnished under subparagraph (1) (c) and (d) of this condition must not be considered proofs of loss within the meaning of Statutory Conditions 12 and 13.

Fraud

- 7. Any fraud or wilfully false statement in a statutory declaration in relation to the particulars required under Statutory Condition 6 invalidates the claim of the person who made the declaration.

Who may give notice and proof

- 8. Notice of loss under Statutory Condition 6 (1) (a) may be given and the proof of loss under Statutory Condition 6 (1) (b) may be made
 - (a) by the agent of the insured, if
 - (i) the insured is absent or unable to give the notice or make the proof, and
 - (ii) the absence or inability is satisfactorily accounted for, or
 - (b) by a person to whom any part of the insurance money is payable, if the insured refuses to do so or in the circumstances described in clause (a) of this condition.

Salvage

- 9. (1) In the event of loss or damage to insured property, the insured must take all reasonable steps to prevent further loss or damage to that property and to prevent loss or damage to other property insured under the contract, including, if necessary, removing the property to prevent loss or damage or further loss or damage to the property.
- (2) The insurer must contribute on a prorated basis towards any reasonable and proper expenses in connection with steps taken by the insured under subparagraph (1) of this condition.

Entry, control, abandonment

10. After loss or damage to insured property, the insurer has
- (a) an immediate right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to survey and examine the property, and to make an estimate of the loss or damage, and
 - (b) after the insured has secured the property, a further right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to appraise or estimate the loss or damage, but
 - (i) without the insured's consent, the insurer is not entitled to the control or possession of the insured property, and
 - (ii) without the insurer's consent, there can be no abandonment to it of the insured property.

In case of disagreement

11. (1) In the event of disagreement as to the value of the insured property, the value of the property saved, the nature and extent of the repairs or replacements required or, if made, their adequacy, or the amount of the loss or damage, those questions must be determined using the applicable dispute resolution process set out in the *Insurance Act*, whether or not the insured's right to recover under the contract is disputed, and independently of all other questions.
- (2) There is no right to a dispute resolution process under this condition until
- (a) a specific demand is made for it in writing, and
 - (b) the proof of loss has been delivered to the insurer.

When loss payable

12. Unless the contract provides for a shorter period, the loss is payable within 60 days after the proof of loss is completed in accordance with Statutory Condition 6 and delivered to the insurer.

Repair or replacement

13. (1) Unless a dispute resolution process has been initiated, the insurer, instead of making payment, may repair, rebuild or replace the insured property lost or damaged, on giving written notice of its intention to do so within 30 days after receiving the proof of loss.
- (2) If the insurer gives notice under subparagraph (1) of this condition, the insurer must begin to repair, rebuild or replace the property within 45 days after receiving the proof of loss, and must proceed with all due diligence to complete the work within a reasonable time.

Notice

14. (1) Written notice to the insurer may be delivered at, or sent by registered mail to, the chief agency or head office of the insurer in the province.

- (2) Written notice to the insured may be personally delivered at, or sent by registered mail addressed to, the insured's last known address as provided to the insurer by the insured.

01/07/12
LSW1815

STATUTORY CONDITIONS (Manitoba)

(Applicable only if the Named Insured Address on the Certificate of Insurance is in Manitoba)

Misrepresentation

1. If a person applying for insurance falsely describes the property to the prejudice of the insurer, or misrepresents or fraudulently omits to communicate any circumstance that is material to be made known to the insurer in order to enable it to judge the risk to be undertaken, the contract is void as to any property in relation to which the misrepresentation or omission is material.

Property of others

2. The insurer is not liable for loss or damage to property owned by a person other than the insured unless
 - (a) otherwise specifically stated in the contract, or
 - (b) the interest of the insured in that property is stated in the contract.

Change of interest

3. The insurer is liable for loss or damage occurring after an authorized assignment under the *Bankruptcy and Insolvency Act* (Canada) or a change of title by succession, by operation of law or by death.

Material change in risk

4.
 - (1) The insured must promptly give notice in writing to the insurer or its agent of a change that is
 - (a) material to the risk, and
 - (b) within the control and knowledge of the insured.
 - (2) If an insurer or its agent is not promptly notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the contract is void as to the part affected by the change.
 - (3) If an insurer or its agent is notified of a change under subparagraph (1) of this condition, the insurer may
 - (a) terminate the contract in accordance with Statutory Condition 5,or
 - (b) notify the insured in writing that, if the insured desires the contract to continue in force, the insured must, within 15 days after receipt of the notice, pay to the insurer an additional premium specified in the notice.
 - (4) If the insured fails to pay an additional premium when required to do so under subparagraph (3) (b) of this condition, the contract is terminated at that time and Statutory Condition 5 (2) (a) applies in respect of the unearned portion of the premium.

Termination of contract

5.
 - (1) The contract may be terminated
 - (a) by the insurer giving to the insured 15 days' notice of termination by registered mail or 5 days' written notice of termination personally delivered, or
 - (b) by the insured at any time on request.
 - (2) If the contract is terminated by the insurer,
 - (a) the insurer must refund the excess of premium actually paid by the insured over the prorated premium for the expired time, but in no event may the prorated premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract, and
 - (b) the refund must accompany the notice unless the premium is subject to adjustment or determination as to amount, in which case the refund must be made as soon as practicable.
 - (3) If the contract is terminated by the insured, the insurer must refund as soon as practicable the excess of premium actually paid by the insured over the short rate premium for the expired time specified in the contract, but in no event may the short rate premium for the expired time be less than any minimum retained premium specified in the contract.
 - (4) The 15-day period referred to in subparagraph (1) (a) of this condition starts to run on the day the registered letter or notification of it is delivered to the insured's postal address.

Requirements after loss

6.
 - (1) On the happening of any loss or damage to insured property, the insured must, if the loss or damage is covered by the contract, in addition to observing the requirements of Statutory Condition 9,
 - (a) immediately give notice in writing to the insurer,
 - (b) deliver as soon as practicable to the insurer a proof of loss in respect of the loss or damage to the insured property verified by statutory declaration
 - (i) giving a complete inventory of that property and showing in detail quantities and costs of that property and particulars of the amount of loss claimed,
 - (ii) stating when and how the loss occurred, and if caused by fire or explosion due to ignition, how the fire or explosion originated, so far as the insured knows or believes,
 - (iii) stating that the loss did not occur through any wilful act or neglect or the procurement, means or connivance of the insured,
 - (iv) stating the amount of other insurances and the names of other insurers,
 - (v) stating the interest of the insured and of all others in that property with particulars of all liens, encumbrances and other charges on that property,

- (vi) stating any changes in title, use, occupation, location, possession or exposure of the property since the contract was issued, and
 - (vii) stating the place where the insured property was at the time of loss,
- (c) if required by the insurer, give a complete inventory of undamaged property showing in detail quantities and cost of that property, and
- (d) if required by the insurer and if practicable,
 - (i) produce books of account and inventory lists,
 - (ii) furnish invoices and other vouchers verified by statutory declaration, and
 - (iii) furnish a copy of the written portion of any other relevant contract.
- (2) The evidence given, produced or furnished under subparagraph (1) (c) and (d) of this condition must not be considered proofs of loss within the meaning of Statutory Conditions 12 and 13.

Fraud

- 7. Any fraud or wilfully false statement in a statutory declaration in relation to the particulars required under Statutory Condition 6 invalidates the claim of the person who made the declaration.

Who may give notice and proof

- 8. Notice of loss under Statutory Condition 6 (1) (a) may be given and the proof of loss under of Statutory Condition 6 (1) (b) may be made
 - (a) by the agent of the insured if
 - (i) the insured is absent or unable to give the notice or make the proof, and
 - (ii) the absence or inability is satisfactorily accounted for, or
 - (b) by a person to whom any part of the insurance money is payable, if the insured refuses to do so, or in the circumstances described in clause (a) of this condition.

Salvage

- 9. (1) In the event of loss or damage to insured property, the insured must take all reasonable steps to prevent further loss or damage to that property and to prevent loss or damage to other property insured under the contract, including, if necessary, removing the property to prevent loss or damage or further loss or damage to the property.
- (2) The insurer must contribute on a prorated basis towards any reasonable and proper expenses in connection with steps taken by the insured under subparagraph (1) of this condition.

Entry, control, abandonment

10. After loss or damage to insured property, the insurer has
- (a) an immediate right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to survey and examine the property, and to make an estimate of the loss or damage, and
 - (b) after the insured has secured the property, a further right of access and entry by accredited representatives sufficient to enable them to appraise or estimate the loss or damage, but
 - (i) without the insured's consent, the insurer is not entitled to the control or possession of the insured property, and
 - (ii) without the insurer's consent, there can be no abandonment to it of the insured property.

In case of disagreement

11. (1) In the event of disagreement as to the value of the insured property, the value of the property saved, the nature and extent of the repairs or replacements required or, if made, their adequacy, or the amount of the loss or damage, those questions must be determined using the applicable dispute resolution process set out in the *Insurance Act* whether or not the insured's right to recover under the contract is disputed, and independently of all other questions.
- (2) There is no right to a dispute resolution process under this condition until
- (a) a specific demand is made for it in writing, and
 - (b) the proof of loss has been delivered to the insurer.

When loss payable

12. Unless the contract provides for a shorter period, the loss is payable within 60 days after the proof of loss is completed in accordance with Statutory Condition 6 and delivered to the insurer.

Replacement

13. (1) Unless a dispute resolution process has been initiated, the insurer, instead of making payment, may repair, rebuild or replace the insured property lost or damaged, on giving written notice of its intention to do so within 30 days after receiving the proof of loss.
- (2) If the insurer gives notice under subparagraph (1) of this condition, the insurer must begin to repair, rebuild or replace the property within 45 days after receiving the proof of loss and must proceed with all due diligence to complete the work within a reasonable time.

Notice

14. (1) Written notice to the insurer may be delivered at, or sent by registered mail to, the chief agency or head office of the insurer in the province.

- (2) Written notice to the insured may be personally delivered at, or sent by registered mail addressed to the insured's last known address as provided to the insurer by the insured.

17/10/14

LSW1851



GENERAL CONDITIONS

(Applicable only if the Named Insured Address on the Certificate of Insurance is in Quebec)

This policy is subject to the Civil Code of the Province of Québec

Reference to Civil Code articles in some instances is for easier reading only and should not be construed as exact quotations.

For all coverages except where inapplicable.

1. STATEMENTS

1.1 Representation of risk (Article 2408)

The client, and the Insured if the Insurer requires it, is bound to represent all the facts known to him which are likely to materially influence an insurer in the setting of the premium, the appraisal of the risk or the decision to cover it, but he is not bound to represent facts known to the Insurer or which from their notoriety he is presumed to know, except in answer to inquiries.

The client means the person submitting an insurance application.

1.2 Material change in risk (Articles 2466 and 2467)

The Insured shall promptly notify the Insurer of any change that increases the risks stipulated in the policy and that results from events within his control if it is likely to materially influence an insurer in setting the rate of the premium, appraising the risk or deciding to continue to insure it.

On being notified of any material change in the risk, the Insurer may cancel the contract or propose, in writing, a new rate of premium. Unless the new premium is accepted and paid by the Insured within thirty days of the proposal, the policy ceases to be in force.

1.3 Misrepresentations or concealment (Articles 2410, 2411 and 2466)

Any misrepresentation or concealment of relevant facts mentioned in section 1.1 and in the first paragraph of section 1.2 by the client or the Insured nullifies the contract at the instance of the Insurer, even in respect of losses not connected with the risk so misrepresented or concealed.

Unless the bad faith of the client or of the Insured is established or unless it is established that the Insurer would not have covered the risk if he had known the true facts, the Insurer remains liable towards the Insured for such proportion of the indemnity as the premium he collected bears to the premium he should have collected.

1.4 Warranties (Article 2412)

Any increase in risk resulting from a breach of warranty suspends the coverage until accepted by the Insurer or until such breach has been remedied by the Insured.

2. GENERAL PROVISIONS

2.1 **Insurable interest** (Articles 2481 and 2484) (Applicable only to property insurance)

A person has an insurable interest in a property where the loss or deterioration of the property may cause him direct and immediate damage. It is necessary that the insurable interest exist at the time of the loss but not necessary that the same interest have existed throughout the duration of the contract. The insurance of a property in which the Insured has no insurable interest is null.

2.2 **Changes** (Article 2405)

The terms of this policy shall not be waived or changed except by endorsement.

2.3 **Assignment** (Articles 2475 and 2476)

This policy may be assigned only with the consent of the Insurer and in favour of a person who has an insurable interest in the insured property.

Upon the death or bankruptcy of the Insured or the assignment of his interest in the insurance to a co-Insured, the insurance continues in favour of the heir, trustee in bankruptcy or remaining Insured, subject to his performing the obligations that were incumbent upon the Insured.

2.4 **Books and records**

The Insurer and its authorized representatives shall have the right to examine the Insured's books and records related to the subject matter of this insurance at any time during the period of this policy and the three subsequent years.

2.5 **Inspection**

The Insurer and its authorized representatives shall have the right but are not obligated to make inspections of the risk, inform the Insured of the conditions found and recommend changes. Any inspections, surveys, findings or recommendations relate only to insurability and the premiums to be charged. They shall not constitute a warranty that the premises, property or operations are safe or healthful or comply with laws, codes or standards.

2.6 **Currency**

All limits of insurance, premiums and other amounts as expressed in this policy are in Canadian currency.

3. LOSSES

3.1 **Notice of loss** (Article 2470)

The Insured shall notify the Insurer of any loss which may give rise to an indemnity, as soon as he becomes aware of it. Any interested person may give such notice.

In the event that the requirement set out in the preceding paragraph is not fully complied with, all rights to compensation shall be forfeited by the Insured where such non-compliance has caused prejudice to the Insurer.

3.2 **Information to be provided** (Article 2471)

The Insured shall inform the Insurer as soon as possible of all the circumstances surrounding the loss, including its probable cause, the nature and extent of the damage, the location of the insured property, the rights of third parties, and any concurrent insurance; he shall also furnish him with vouchers and swear or warrant to the truth of the information.

Where, for a serious reason, the Insured is unable to fulfil such obligation, he is entitled to a reasonable time in which to do so. If the Insured fails to fulfil his obligation, any interested person may do so on his behalf.

In addition, the Insured shall forthwith send to the Insurer a copy of any notice, letter, subpoena or writ or document received in connection with a claim.

3.3 False representation (Article 2472)

Any deceitful representation entails the loss of the right of the person making it to any indemnity in respect of the risk to which the representation relates.

However, if the occurrence of the event insured against entails the loss of both movable and immovable property or of both property for occupational use and personal property, forfeiture is incurred only with respect to the class of property to which the representation relates.

3.4 Intentional Fault (Article 2464)

The Insurer is never liable to compensate for injury resulting from the Insured's intentional fault.

Where there is more than one Insured, the obligation of coverage remains in respect of those Insureds who have not committed an intentional fault.

Where the Insurer is liable for injury caused by a person for whose acts the Insured is liable, the obligation of coverage subsists regardless of the nature or gravity of that person's fault.

3.5 Notice to police (applicable to property insurance only)

The Insured must promptly give notice to the police of any loss caused by vandalism, theft or attempted theft or other criminal act.

3.6 Safeguarding and examination of property (Article 2495) (applicable to property insurance only)

At the expense of the Insurer, the Insured must take all reasonable steps to prevent further loss or damage to the insured property and any further loss or damage resulting directly or indirectly from the Insured's failure to take such action shall not be recoverable.

The Insured may not abandon the damaged property if there is no agreement to that effect. The Insured shall facilitate the salvage and inspection of the insured property by the Insurer.

He shall, in particular, permit the Insurer and his representatives to visit the premises and examine the insured property before repairing, removing or modifying the damaged property, unless so required to safeguard the property.

3.7 Admission of liability and cooperation

The Insured shall cooperate with the Insurer in the processing of all claims

(The following two paragraphs are applicable to liability insurance only: article 2504)

No transaction made without the consent of the Insurer may be set up against him.

The Insured shall not admit any liability nor settle or attempt to settle any claim, except at his own risk

3.8 Right of action (Article 2502)
(applicable to liability insurance only)

The Insurer may set up against the injured third person any grounds he could have invoked against the Insured at the time of the loss, but not grounds pertaining to facts that occurred after the loss; the Insurer has a right of action against the Insured in respect of facts that occurred after the loss.

4. COMPENSATION AND SETTLEMENT

4.1 Basis of settlement (Articles 2490, 2491, 2493)
(applicable to property insurance only)

Unless otherwise provided, the Insurer shall not be liable for more than the actual cash value of the property at the time of loss as normally determined.

In unvalued policies, the amount of insurance does not make proof of the value of the insured property. In valued policies, the agreed value makes complete proof, between the Insurer and the Insured, of the value of the insured property.

If the amount of insurance is less than the value of the property the Insurer is released by paying the amount of the insurance in the event of total loss or a proportional indemnity in the event of partial loss.

4.2 Pair and set (applicable to property insurance only)

In the case of loss of or damage to any article or articles, whether scheduled or unscheduled, which are part of a set, the measure of loss of or damage to such article or articles shall be a reasonable and fair proportion of the total value of the set, but in no event shall such loss or damage be construed to mean total loss of set.

4.3 Parts (applicable to property insurance only)

In the case of loss of or damage to any part of the insured property, whether scheduled or unscheduled, consisting, when complete for use, of several parts, the Insurer is not liable for more than the insured value of the part lost or damaged, including the cost of installation.

4.4 Fire insurance (Articles 2485 and 2486)
(applicable to property insurance only)

In fire insurance, the insurer is bound to repair any damage which is an immediate consequence of fire or combustion, whatever the cause, including damage to the property during removal or that caused by the means employed to extinguish the fire, subject to the exceptions specified in the policy. The insurer is also liable for the disappearance of insured things during the fire, unless he proves that the disappearance is due to theft which is not covered.

The insurer is not liable for damage caused solely by excessive heat from a heating apparatus or by any process involving the applications of heat where there is no fire or commencement of fire but, event where there is no fire, the insurer is liable for damage caused by lightning or the explosion of fuel.

An insurer who insures a property against fire is not liable for damage due to fires or explosions caused by foreign or civil war, riot or civil disturbance, nuclear explosion, volcanic eruption, earthquake or other cataclysm.

4.5 Replacement (Article 2494)
(applicable to property insurance only)

Subject to the rights of preferred and hypothecary creditors, the Insurer reserves the right to repair, rebuild or replace the insured property. He is then entitled to salvage and may take over the property.

4.6 Time of payment (Articles 1591, 2469 and 2473)

The Insurer shall pay the indemnity within sixty days after receiving the notice of loss or, at his request, all relevant information and vouchers, provided the Insured shall have complied with all the terms of the contract.

Any outstanding premium may be deducted from the indemnity payable.

4.7 Property of others (applicable to property insurance only)

Where a claim is made as a result of loss of or damage to property not owned by the Insured, the Insurer reserves the right to pay the indemnity to the Insured or to the owner of the property and to deal directly with such owner.

4.8 Waiver

Neither the Insurer nor the Insured shall be deemed to have waived any term or condition of the policy by any act relating to arbitration or to the completion or delivery of proof of loss, or to the investigation or adjustment of the claim.

4.9 Limitation of actions (Article 2925)

Every action or proceeding against the Insurer under this policy shall be commenced within three years from the date the right of action has arisen.

4.10 Subrogation (Article 2474)

Unless otherwise provided, the Insurer shall be subrogated to the extent of the amount paid or the liability assumed therefor under this policy to the rights of the Insured against persons responsible for the loss except when they are members of the Insured's household. The Insurer may be fully or partly released from his obligation towards the Insured where, owing to any act of the Insured, he cannot be so subrogated.

5. OTHER INSURANCE

5.1 Property insurance (Article 2496)

The Insured who, without fraud, is insured by several insurers, under several policies, for the same interest and against the same risk so that the total amount of indemnity that would result from the separate performance of such policies would exceed the loss incurred may be indemnified by the insurer or insurers of his choice, each being liable only for the amount he has contracted for.

No clause suspending all or part of the performance of the contract by reason of other insurance may be used against the Insured.

Unless otherwise agreed, the indemnity is apportioned among the insurers in proportion to the share of each in the total coverage, except in respect of specific insurance, which constitutes primary insurance.

5.2 Liability insurance

The liability insurance provided under this policy is primary insurance except when stated to apply in excess of, or contingent upon the absence of, other insurance. When this insurance is primary and the Insured has other insurance which is stated to be applicable to the loss on an excess or contingent basis, the amount of the Insurer's liability under this policy shall not be reduced by the existence of such other insurance. When both this insurance and other insurance apply to the loss on the same basis whether primary, excess or contingent, the Insurer shall not be liable under this policy for a greater proportion of the loss than that stated in the applicable contribution provision below:

A Contribution by equal share:

If all of such other collectible insurance provides for contribution by equal shares, this Insurer shall not be liable for a greater proportion of such loss than would be payable if each insurer contributed an equal share until the share of each insurer equals the lowest applicable limit of liability under any one policy or the full amount of the loss is paid, and with respect to any amount of loss not so paid the remaining insurers then continue to contribute equal shares of the remaining amount of the loss until each such insurer has paid its limit in full or the full amount of the loss is paid.

B Contribution by limits:

If any such other insurance does not provide for contribution by equal shares, this Insurer shall not be liable for a greater proportion of such loss than the applicable limit of liability under this policy for such loss bears to the total applicable limit of liability of all valid and collectible insurance against such loss.

6. CANCELLATION (Articles 2477 and 2479)

This policy may be cancelled at any time:

- (a) By mere written notice from each of the Named Insureds. Termination takes effect upon receipt of the notice and the Insured shall therefore be entitled to a refund of the excess of the premium actually paid over the short-term rate for the expired time.
- (b) By the Insurer giving written notice to each Named Insureds. Termination takes effect fifteen days following receipt of such notice by the Insured at his last known address and the Insurer shall refund the excess of premium actually paid over the pro rata premium for the expired time. If the premium is subject to adjustment or determination as to amount, the refund shall be made as soon as practicable.

Where one or more of the Named Insureds have been mandated to receive or send the notices provided for under paragraph (a) or (b) above, notices sent or received by them shall be deemed to have been sent or received by all Named Insureds.

In this Condition, the words "premium actually paid" mean the premium actually paid by the Insured to the Insurer or its representative but do not include any premium or part thereof paid to the Insurer by a representative unless actually paid to the representative by the Insured.

7. NOTICE

Any notice to the Insurer may be sent by any recognized means of communication to the Insurer or its authorized representative. Notice may be given to the named Insured by letter personally delivered to him or by mail addressed to him at his last known address.

It is incumbent upon the sender to prove that such notice was received.

Feb.
LSW1194A (replaces LSW1194 dated 07/05)

2011